

Banque des États de l'Afrique Centrale



BULLETIN DU MARCHÉ MONÉTAIRE

N° 292

DECEMBRE 2018

Sommaire	Pages
Liste des abréviations	2
Activités du marché monétaire de décembre 2018	3
I- Activités du compartiment interbancaire	3
II-Évolution du compartiment des interventions de la Banque Centrale	3
A- Évolution des taux d'intérêts	3
<i>a) Taux débiteurs</i>	3
<i>b) Taux d'intérêt sur les placements des banques</i>	3
<i>c) Taux de rémunération des dépôts publics</i>	3
B- Interventions de la Banque Centrale	4
1) <i>Opérations principales d'injection de liquidités</i>	4
<i>a) Volumes échangés</i>	4
<i>b) Taux des adjudications observés</i>	5
2) <i>Facilités permanentes</i>	5
3) <i>Guichet spécial de refinancement des crédits à moyen terme irrévocables</i>	5
4) <i>Autres interventions</i>	5
III- Évolution du marché des titres publics	6
Statistiques du marché monétaire	7
I- Statistiques du compartiment interbancaire	8-9
II- Statistiques du compartiment des interventions de la Banque Centrale	10-14
III- Statistiques du compartiment des titres publics	15-19
IV- Autres statistiques	19-27
Annexes	28
Annexe 1 : Lexique des termes monétaires et financiers	29
Annexe 2 : Chronologie des principaux événements marquants, mesures récentes de politique monétaire de la BEAC	34
Annexe 3 : Décision n° 13/CPM/2018 du Comité de Politique Monétaire du 18 décembre 2018	38

Liste des abréviations

BEAC	:	Banque des États de l’Afrique Centrale
BDEAC	:	Banque de Développement des États de l’Afrique Centrale
BCEAO	:	Banque Centrale des États de l’Afrique de l’Ouest
BCE	:	Banque Centrale Européenne
CEMAC	:	Communauté Économique de l’Afrique Centrale
CMM	:	Comité du Marché Monétaire
COBAC	:	Commission Bancaire de l’Afrique Centrale
CPM	:	Comité de Politique Monétaire
CRCT	:	Cellule de Règlement et de Conservation des Titres
CTPM	:	Cellule Technique de Politique Monétaire
DAJR	:	Département des Affaires Juridiques et de la Règlementation
DSFABFE	:	Direction de la Stabilité Financière, des Activités Bancaires et Financement des Économies
DERS	:	Direction des Études, de la Recherche et des Statistiques
DN	:	Directions Nationales
FALB	:	Facteurs Autonomes de la Liquidité Bancaire
FMI	:	Fonds Monétaire International
TCM	:	Taux Créditeur Minimum
TCN	:	Titres de Créances Négociables
TIAO	:	Taux d’Intérêt des Appels d’Offres
TFPM	:	Taux de la Facilité de Prêt Marginal
TFD	:	Taux de la Facilité de Dépôt
TISPP ₀	:	Taux d’Intérêt sur Placements Publics au titre du Fonds de réserve pour les générations futures
TISPP ₁	:	Taux d’Intérêt sur Placements Publics au titre du Mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires
TISPP ₂	:	Taux d’Intérêt sur Placements Publics au titre des dépôts spéciaux
TPB	:	Taux de Pénalité aux Banques
TICCE	:	Taux d’intérêt sur les Crédits Consolidés sur les États

Activités du marché monétaire de décembre 2018

En décembre 2018, le volume des transactions interbancaires (en blanc et collatéralisées) a diminué sensiblement, se situant à 84,4 milliards contre 121 milliards un mois auparavant. En revanche, l'encours moyen des injections actives de la BEAC a progressé, passant de 465,5 milliards en novembre 2018 à 481,4 milliards en un mois plus tard, laissant apparaître ainsi un accroissement des besoins de refinancement des banques de la sous-région.

Sur la même période, le marché des titres publics a enregistré quatorze (14) nouvelles émissions, d'une valeur totale de 158 milliards en décembre 2018, contre onze (11) émissions d'un volume de 161,6 milliards en novembre 2018.

I- Activités du compartiment interbancaire

L'activité du marché interbancaire a connu un net recul en décembre 2018, consécutivement au non renouvellement de certains prêts revolving précédemment enregistrés. En effet, le volume des transactions s'est établi à 84,4 milliards en décembre 2018, à savoir 79,4 milliards en blanc et 5 milliards avec garanties, contre 121 milliards en novembre 2018, dont 111 milliards en blanc et 10 milliards collatéralisées, soit une baisse de 30,2 %. Vingt (21) opérations ont été enregistrées au cours de ce mois, dont treize (13) à caractère régional et huit (8) à caractère national.

Les taux d'intérêt pratiqués ont oscillé entre 2,75% et 6% pour des durées comprises entre 6 jours et 91 jours.

II- Évolution du compartiment des interventions de la Banque Centrale

À fin décembre 2018, l'activité de ce compartiment du marché monétaire a été caractérisé par le relèvement du taux de la facilité de prêt marginal et une augmentation du volume de ses interventions de la BEAC. Parmi les opérations de la Banque Centrale, aucune facilité de dépôt n'a été sollicitée.

A- Évolution des taux d'intérêt de la BEAC

a) Taux débiteurs

- Taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) : **3,50 %** (inchangé) ;
- Taux de facilité de prêt marginal (TFPM) : **6,00 %** (au lieu de 5,25 %) ;
- Taux de pénalité aux banques (TPB) : **8,30 %** (au lieu de 7,55 %).

b) Taux d'intérêt sur les placements des banques

- Taux de la facilité de dépôt : **0,0 %**.

c) Taux de rémunération des dépôts publics

Les taux de rémunération des dépôts publics sont restés inchangés comme ci-après :

- Taux d'intérêt sur placements publics au titre du fonds de réserve pour les générations futures (TISPPo) : **0,40 %** ;
- Taux d'intérêt sur placements publics au titre du mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires (TISPP₁) : **0,05 %** ;
- Taux d'intérêt sur placements publics au titre des dépôts spéciaux (TISPP₂) : **0,00 %**.

Enfin, le taux créditeur minimum, taux fixé par la BEAC pour protéger et encourager l'épargne domestique, est demeuré à **2,45 %**.

B- Interventions de la Banque Centrale

1) Opérations principales d'injection de liquidité

a) Volumes échangés

Au cours de la période de référence, l'opération principale d'injection de liquidité a représentée près de 53% des concours octroyés par l'Institut d'Émission au système bancaire. Avec quatre (4) appels d'offres organisés, l'encours moyen mensuel ressort à 254,5 milliards en décembre 2018 contre 261,3 milliards le mois précédent. La répartition par pays de cet encours moyen se présente comme ci-après :

Au **Cameroun**, faisant suite à la baisse progressive du volume injecté par la Banque Centrale, l'encours moyen mensuel des avances accordées aux établissements de crédit par ce canal a reculé de 15,6%, revenant de 47,8 milliards en novembre 2018 à 40,4 milliards en décembre 2018.

En **Centrafrique**, aucune opération n'a été enregistrée au cours des mois de novembre et décembre 2018.

Au **Congo**, en raison de la contraction de la demande de la liquidité banque centrale par certains établissements de crédit du pays, le volume moyen des concours de la BEAC a observé une baisse de 23,5%, se situant à 30,7 milliards en décembre 2018 contre 40,1 milliards en novembre 2018.

Au **Gabon**, l'encours moyen mensuel a diminué de 16,5%, passant de 26,1 milliards en novembre 2018 à 21,8 milliards un mois plus tard, avec essentiellement un établissement de crédit qui participe à cette opération.

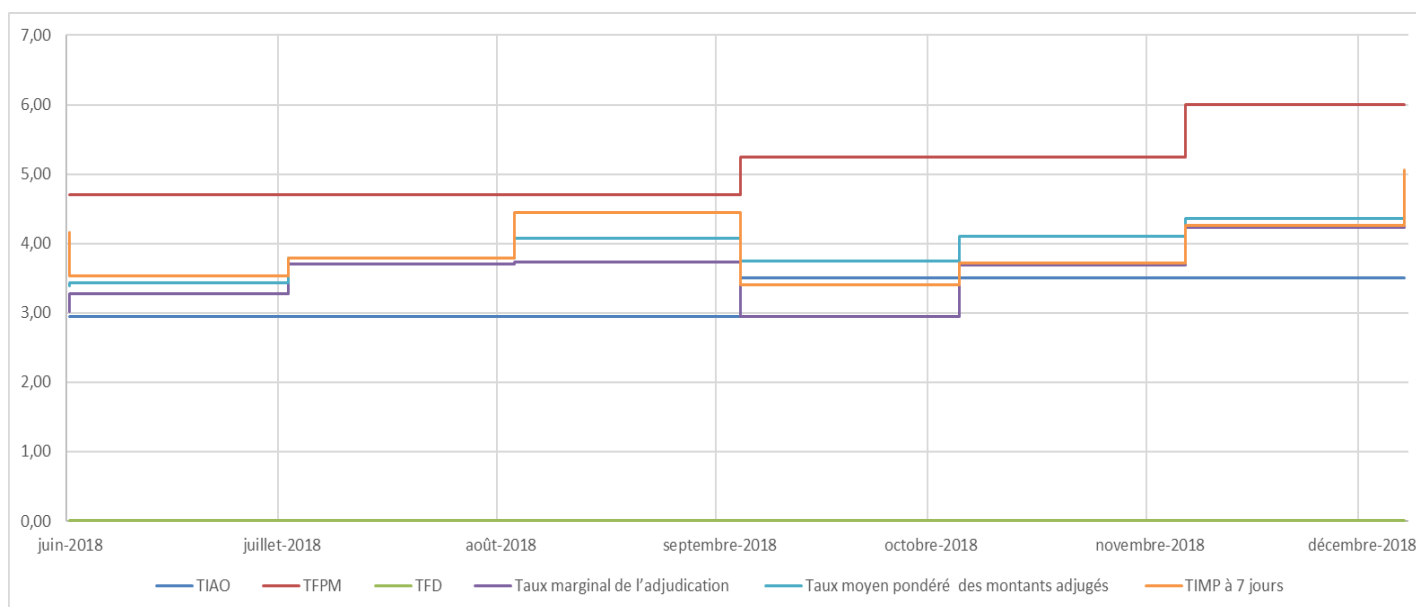
En **Guinée Équatoriale**, lié au besoin de trésorerie d'un seul établissement de crédit de la place, le montant moyen a plus que triplé, se hissant à 15,2 milliards en décembre 2018 contre 4,5 milliards un mois plus tôt.

Au **Tchad**, le volume moyen a légèrement progressé, partant de 142,6 milliards en novembre 2018 pour s'établir à 146,4 milliards en décembre 2018, entraîné par le recours accru de deux banques de ce pays à ce mécanisme de refinancement, à la suite de l'augmentation de leurs facultés d'avances engendrée par la révision du Cadre de Viabilité de la Dette (CVD) du Tchad par le FMI en août 2018.

b) Taux des adjudications observés

À fin décembre 2018, il a été observé un renchérissement de la monnaie banque centrale. En effet, le taux marginal moyen mensuel des adjudications hebdomadaires est ressorti à 4,24 % en décembre 2018 contre 3,69 % en novembre 2018. Pareillement, le taux moyen mensuel des montants adjugés s'est établi à 4,36% en décembre 2018 contre 4,10% en novembre 2018.

Graphique 1 : Evolution des taux d'intervention de la BEAC en fin de mois et des taux moyens des adjudications de l'opération principale d'injection de liquidité (en %)



2) Facilités permanentes

Concernant les **facilités permanentes**, le volume moyen d'avances au titre des opérations de prêt marginal a augmenté de 29,7 %, passant de 150,7 milliards en novembre 2018 à 180,4 milliards en décembre 2018, imputable à un besoin de financement accru d'un établissement de crédit de la Guinée Équatoriale.

3) Guichet spécial de refinancement des crédits à moyen terme irrévocables

Le volume moyen des avances accordées par l'Institut d'Émission pour le refinancement des crédits d'investissements productifs, à travers le Guichet spécial de refinancement, est revenu de 45 milliards au 30 novembre 2018 à 42,2 milliards en décembre 2018, en contraction de 6,2%. La quasi-totalité de ces concours étant allouée à la Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC) installée au Congo, cette évolution est essentiellement liée aux remboursements intervenus sur la période analysée.

4) Autres interventions

Les autres instruments de politique monétaire, opérations de réglage fin, opérations de maturité longue et opérations structurelles, n'ont pas été actionnés au cours de la période sous revue.

Au cours du mois de décembre 2018, une avance intra journalière, d'un montant de 13,5 milliards, a été octroyée à un établissement de crédit implanté au Tchad pour faire face à un décalage de trésorerie.

A fin décembre 2018, à la suite de l'augmentation des facultés d'avances des banques du Tchad en août 2018, toutes les **avances au taux de pénalité** ont été totalement remboursées.

En outre, en application de la Décision n° 03/CPM/2017 du 22 mai 2017 autorisant la BEAC à fournir de la **liquidité d'urgence** aux banques, un établissement de crédit installé au Tchad a bénéficié de cette facilité exceptionnelle, dont l'encours moyen mensuel est passé de 6,9 milliards au 30 novembre 2018 à 2,5 milliards en décembre 2018, montant qui reste dans la limite du volume initialement accordé par le CPM en septembre 2017.

III- Évolution du marché des titres publics

Le marché primaire des titres publics émis par adjudication a connu un regain d'activité au cours du mois de décembre 2018. En effet, en nombre, quatorze (14) émissions de BTA ont été enregistrées au cours de la période sous revue, contre onze (11) émissions de BTA en novembre 2018 et aucune émission des OTA, contre deux émissions enregistrées en novembre 2018 ; en valeur, ces émissions se sont situées à 158 milliards en décembre 2018 contre 161,6 milliards un mois plus tôt.

Pour le mois de décembre 2018, l'analyse par maturité révèle que les émetteurs ont une préférence pour les BTA de 26 semaines. La répartition des émissions se présente comme ci-dessous :

- Quatre (4) émissions de BTA de 13 semaines ont été effectuées pour un volume global de 47 milliards, dont deux (2) du Gabon de 27 milliards et deux (2) du Cameroun de 20 milliards.
- Neuf (9) émissions de BTA de 26 semaines d'une valeur globale de 103 milliards, dont quatre (4) du Tchad d'un volume de 64,4 milliards, deux (2) du Congo de 8,1 milliards, deux (2) du Gabon de 26,5 milliards et d'une (1) de la RCA d'un montant de 4 milliards.
- Une (1) émission de BTA de 52 semaines, réalisée par la Guinée Équatoriale pour un montant de 8 milliards.

Statistiques du marché monétaire à fin décembre 2018

I- STATISTIQUES DU COMPARTIMENT INTERBANCAIRE

Tableau Ia : opérations du marché interbancaire à fin décembre 2018

<i>En blanc</i>			<i>(Montants cumulés en FCFA)</i>		
	Opérations nationales		Opérations sous-régionales		Total
	Montant	en % du total	Montant	en % du total	Montant
Cameroun					
2010	25 679 600 000	23,6	83 059 570 000	76,4	108 739 170 000
2011	28 479 600 000	50,4	28 000 000 000	49,6	56 479 600 000
2012	42 500 000 000	40,3	62 995 312 000	59,7	105 495 312 000
2013	2 000 000 000	100,0	0	0,0	2 000 000 000
2015	15 000 000 000	88,2	2 000 000 000	11,8	17 000 000 000
2016	19 000 000 000	64,7	10 358 343 693	35,3	29 358 343 693
2017	96 956 151 000	47,1	109 076 503 400	52,9	206 032 654 400
2018	326 700 000 000	54,5	272 500 000 000	45,5	599 200 000 000
Centrafrique					
2016	1 800 000 000	100,0	0	0,0	1 800 000 000
2017	500 000 000	100,0	0	0,0	500 000 000
2018	4 500 000 000	81,8	1 000 000 000	18,2	5 500 000 000
Congo					
2017	4 000 000 000	12,3	28 500 000 000	87,7	32 500 000 000
2018	5 000 000 000		0		
Gabon					
2016	0	0,0	5 000 000 000	100,0	5 000 000 000
2017	0	0,0	24 568 506 000	100,0	24 568 506 000
2018	0	0,0	161 500 000 000	100,0	161 500 000 000
Guinée Equatoriale					
2016	5 000 000 000	100,0	0	0,0	5 000 000 000
2017	5 000 000 000	11,4	39 000 000 000	88,6	44 000 000 000
2018	0	0,0	138 000 000 000	100,0	138 000 000 000
Tchad					
2010	1 500 000 000	100,0	0	0,0	1 500 000 000
2013	3 000 000 000	100,0	0	0,0	3 000 000 000
2014	2 000 000 000	100,0	0	0,0	2 000 000 000
2015	10 000 000 000	83,3	2 000 000 000	16,7	12 000 000 000
2017	0	0,0	1 100 000 000	100,0	1 100 000 000
2018	900 000 000	46,5	1 034 404 300	53,5	1 934 404 300
CEMAC					
2010	27 179 600 000	24,7	83 059 570 000	75,3	110 239 170 000
2011	28 479 600 000	50,4	28 000 000 000	49,6	56 479 600 000
2012	42 500 000 000	40,3	62 995 312 000	59,7	105 495 312 000
2013	5 000 000 000	100,0	0	0	5 000 000 000
2014	2 000 000 000	100,0	0	0	2 000 000 000
2015	25 000 000 000	86,2	4 000 000 000	13,8	29 000 000 000
2016	25 800 000 000	62,7	15 358 343 693	0	41 158 343 693
2017	106 456 151 000	34,5	202 245 009 400	65,5	308 701 160 400
2018	337 100 000 000	37,0	574 034 404 300	63,0	911 134 404 300
<i>Collatéralisées</i>			<i>(Montants cumulés en FCFA)</i>		
	Opérations nationales		Opérations sous-régionales		Total
	Montant	en % du total	Montant	en % du total	Montant
Cameroun					
2018	17 440 750 000	100,0	0	0,0	17 440 750 000

**Tableau Ib : Taux moyens du marché interbancaire par type de transaction
et par maturité**

(Historique à compter du 4 juin 2018)

Années	Périodes	TIMP en % par maturité					
		7jours	2 semaines	3 semaines	1 mois	2 mois	3 mois
2018	Semaine du 4 au 10 juin 2018	6,00	-	-	4,22	4,00	5,00
	Semaine du 11 au 17 juin 2018	3,25	6,00	-	5,00	-	5,00
	Semaine du 18 au 24 juin 2018	-	6,00	-	5,17	-	5,37
	Semaine du 25 juin au 1 juillet 2018	3,25	-	-	5,26	4,00	-
	Semaine du 2 au 8 juillet 2018	3,50	-	-	5,00	-	2,75
	Semaine du 9 au 15 juillet 2018	3,55	6,00	-	5,00	-	-
	Semaine du 16 au 22 juillet 2018	-	-	6,00	5,00	4,00	-
	Semaine du 23 au 29 juillet 2018	3,33	6,00	-	5,25	-	-
	Semaine du 30 juillet au 5 août 2018	-	3,86	-	5,00	-	-
	Semaine du 6 au 12 août 2018	3,45	-	-	5,81	-	-
	Semaine du 13 au 19 août 2018	4,39	6,00	-	6,00	4,00	-
	Semaine du 20 au 26 août 2018	4,34	6,00	-	5,00	-	6,00
	Semaine du 27 août au 2 septembre 2018	4,40	6,00	-	5,47	-	-
	Semaine du 03 au 07 septembre 2018	4,44	-	-	5,00	-	-
	Semaine du 10 au 14 septembre 2018	4,48	6,00	-	-	-	6,00
	Semaine du 17 au 21 septembre 2018	4,44	-	-	5,00	-	-
	Semaine du 24 au 28 septembre 2018	3,10	-	-	4,86	-	6,00
	Semaine du 01 au 05 octobre 2018	3,00	-	-	5,00	-	2,75
	Semaine du 08 au 12 octobre 2018	3,50	-	-	5,00	-	-
	Semaine du 15 au 19 octobre 2018	4,00	-	-	5,00	-	-
	Semaine du 22 au 26 octobre 2018	-	-	-	4,50	-	-
	Semaine du 29 octobre au 02 novembre 2018	3,70	-	-	5,62	-	-
	Semaine du 5 au 9 novembre 2018	-	-	-	5,00	-	-
	Semaine du 12 au 16 novembre 2018	-	3,00	-	3,20	-	6,00
	semaine du 19 au 23 novembre 2018	-	-	-	5,10	-	-
	semaine du 26 novembre au 02 décembre 2018	4,24	-	-	5,00	-	-
	semaine du 3 au 9 décembre 2018	4,27	-	-	5,00	-	-
	semaine du 10 au 16 décembre 2018	-	3,50	-	-	-	6,00
	semaine du 17 au 23 décembre 2018	-	-	-	5,00	-	-
	semaine du 24 au 30 décembre 2018	-	-	5,50	5,00	-	6,00
	semaine du 31 décembre 2018 au 3 janvier 2019	5,25	-	-	-	-	2,75

**Tableau Ic : Volume et répartition des transactions interbancaires nationales et régionales
en décembre 2018**

<i>en blanc</i>					
Nature de l'opération	Nationale		Régionale		Total
	opération	%	opération	%	
Cameroun	37 000 000 000	75,66	11 900 000 000	24,34	48 900 000 000
Centrafrique	-	-	-	-	-
Congo	-	-	-	-	-
Gabon	-	-	13 500 000 000	-	13 500 000 000
Guinée Equatoriale	-	-	17 000 000 000	100,00	17 000 000 000
Tchad	-	-	-	-	-
Total	37 000 000 000	46,60	42 400 000 000	53,40	79 400 000 000

<i>Collatéralisées</i>					
Cameroun	5 000 000 000	10,22	-	-	5 000 000 000
Centrafrique	-	-	-	-	-
Congo	-	-	-	-	-
Gabon	-	-	-	-	-
Guinée Equatoriale	-	-	-	-	-
Guinée Equatoriale	-	-	-	-	-
Tchad	-	-	-	-	-
Total	5 000 000 000	100,00	-	-	5 000 000 000

II- STATISTIQUES DES INTERVENTIONS DE LA BANQUE CENTRALE

Tableau IIa : Récapitulatif des interventions de la BEAC

Pays	Encours moyens en millions de FCFA							
	Mois	Opération principale d'injection de liquidité	Facilité de prêt marginal	Avance intrajournalière	Avances au taux de pénalité	Apport liquidité d'urgence	Guichet spécial	Total
Cameroun	juin-18	26 496	595					27 091
	juil-18	40 586	7 177					47 763
	août-18	35 693	2 594					38 287
	sept-18	33 962	79					34 041
	oct-18	19 816	0					19 816
	nov-18	47 825	3 000					50 825
	déc-18	40 380	7 492					47 872
Centrafrique	juin-18	43					433	476
	juil-18	96					415	511
	août-18	100					395	495
	sept-18	130					373	503
	oct-18	185					355	540
	nov-18	0					335	335
	déc-18	0					316	316
Congo	juin-18	51 408	0				55 651	107 059
	juil-18	54 721	1 129				54 932	110 781
	août-18	44 096	3 997				54 518	102 611
	sept-18	37 431	333				54 443	92 208
	oct-18	42 359	0				51 445	93 804
	nov-18	40 128	1 080				44 676	85 884
	déc-18	30 683	6 484		1 387		41 891	80 445
Gabon	juin-18	19 698						19 698
	juil-18	19 323						19 323
	août-18	25 435						25 435
	sept-18	27 500						27 500
	oct-18	27 500						27 500
	nov-18	26 100						26 100
	déc-18	21 806						21 806
Guinée Equatoriale	juin-18	147 560	0					147 560
	juil-18	130 834	12 081					142 914
	août-18	117 859	21 083					138 942
	sept-18	96 316	42 351					138 667
	oct-18	57 163	83 372					140 535
	nov-18	4 545	135 937					140 482
	déc-18	15 238	157 634					172 872
Tchad	juin-18	38 030	0	2 124	136 091	7 206		183 451
	juil-18	27 344	7 763	183	131 050	9 703		176 043
	août-18	43 107	16 430	29	99 706	10 000		169 272
	sept-18	56 214	3 159	459	95 999	9 800		165 631
	oct-18	108 218	0	0	46 602	8 500		163 320
	nov-18	142 669	10 714	0	1 619	6 917		161 919
	déc-18	146 410	8 774	435	0	2 452		158 070
CEMAC	juin-18	283 235	595	2 124	136 091	7 206	56 084	485 335
	juil-18	272 903	28 150	183	131 050	9 703	55 347	497 335
	août-18	266 290	44 104	29	99 706	10 000	54 913	475 042
	sept-18	251 553	45 922	459	95 999	9 800	54 816	458 549
	oct-18	255 240	83 372	0	46 602	8 500	51 800	445 514
	nov-18	261 267	150 731	0	1 619	6 917	45 011	465 545
	déc-18	254 516	180 384	435	1 387	2 452	42 207	481 381

Tableau Iib : Récapitulatif des données des opérations principales d'injection de liquidité par la BEAC en décembre 2018

Années	Semaines	N° OPIL	Montant mis en adjudication (en millions)	Montant total des offres exprimées (en millions)	Montant total servi (en millions)	Nombre de participants	Taux de participation (%)	Nombre total des offres exprimées	Taux de souscription (%)	Taux minimum de soumissions (%)	Taux maximum de soumissions (%)	Taux marginal de l'adjudication (%)	Taux moyen pondéré des soumissions (%)	Taux moyen pondéré des montants adjugés (%)	TIMP à 7 jours (%)
2018	06/12/2018 au 13/12/2018	AON n° 49	265 000	419 444	265 000	13	27,66	26	158,28	4,00	4,41	4,15	4,17	4,27	4,24
	13/12/2018 au 20/12/2018	AON n° 50	260 000	440 439	260 000	13	27,66	29	169,40	4,10	4,46	4,20	4,28	4,33	4,27
	20/12/2018 au 27/12/2018	AON n° 51	260 000	429 638	260 000	11	23,40	23	165,25	4,27	4,51	4,30	4,35	4,38	4,27
	27/12/2018 au 03/01/2019	AON n° 52	255 000	401 685	255 000	12	25,53	21	157,52	4,30	4,75	4,30	4,40	4,45	4,27

TIMP : Taux interbancaire Moyen Pondéré

Tableau Iic : Données moyennes mensuelles des opérations principales d'injection de liquidité par la BEAC en 2018

(Aux dates de règlement)

Mois	Montant mis en adjudication (en millions)	Montant total des offres exprimées (en millions)	Montant total servi (en millions)	Nombre de participants	Taux de participation (%)	Nombre total des offres exprimées	Taux de souscription (%)	Taux minimum de soumissions (%)	Taux maximum de soumissions (%)	Taux marginal de l'adjudication (%)	Taux moyen pondéré des soumissions (%)	Taux moyen pondéré des montants adjugés (%)	TIMP à 7 jours (%)
juin	281 667	327 316	281 667	19	40,84	38	116	2,95	4,55	3,02	3,33	3,39	4,17
juillet	272 500	324 306	272 500	17	35,64	31	119	3,08	4,00	3,28	3,40	3,44	3,53
août	266 000	334 893	266 000	17	35,32	30	126	2,95	4,06	3,70	3,76	3,79	3,79
septembre	265 000	277 261	239 788	14	29,25	26	105	2,95	4,30	3,74	4,06	4,07	4,44
octobre	265 000	342 303	265 000	14	29,26	25	129,17	2,95	4,35	2,95	3,57	3,75	3,40
novembre	265 000	442 520	265 000	16	34,47	29	166,99	3,34	4,46	3,69	3,91	4,10	3,72
Décembre	260 000	422 802	260 000	12	26,06	25	163	4,17	4,53	4,24	4,30	4,36	4,26

Tableau IId : Évolution des ratios de refinancement du système bancaire (Cameroun, RCA, Congo)

(Chiffres de fin de période, en millions de FCFA)

Libellés	Cameroun			Centrafrique			Congo		
	décembre-17	décembre-18	Variation en %	décembre-17	décembre-18	Variation en %	décembre-17	décembre-18	Variation en %
1. Montants des accords de classement valides									
. Accords à court terme	31 115	54 420	74,90	15 362	25 402	65,36	0	66 440	-
. Accords à moyen terme irrévocable	31 115	54 420	74,90	15 362	15 552	1,24	0	500	-
	0	0	-	0	9 850	-	0	65 940	-
2. Encours des tirages du système bancaire									
a/Instruments de refinancement ordinaire	72 569	37 585	-48,21	634	297	-53,19	90 901	71 238	-21,63
b/Guichet spécial de refinancement ⁽¹⁾	72 569	37 585	-48,21	106	0	-100,00	30 000	30 000	0,00
	0	0	-	528	297	-43,79	60 901	41 238	-32,29

(1) Les chiffres du Congo concernent la BDEAC.

**Tableau IIe : Évolution des ratios de refinancement du système bancaire
(Gabon, Guinée Équatoriale, Tchad et CEMAC)**

(Chiffres de fin de période, en millions de FCFA)

Libellés	Gabon			Guinée Equatoriale			Tchad			CEMAC		
	décembre-17	décembre-18	Variation en %	décembre-17	décembre-18	Variation en %	décembre-17	décembre-18	Variation en %	décembre-17	décembre-18	Variation en %
1. Montants des accords de classement valides	11 750	0	-	200 000	140 000	-42,86	8 650	20 786	140,30	266 877	307 048	15,05
. Accords à court terme	11 750	0	-	200 000	140 000	-42,86	8 650	20 786	140,30	266 877	231 258	-13,35
. Accords à moyen terme irrévocable	0	0	0	0	0	-	0	0	-	0	75 790	-
2. Encours des tirages du système bancaire	48 000	23 000	-108,70	90 000	174 000	48,28	188 021	171 000	-9,95	490 125	477 119	-2,65
a/Instruments de refinancement ordinaire	48 000	23 000	-108,70	90 000	174 000	48,28	188 021	171 000	-9,95	428 696	435 585	1,61
b/Guichet spécial de refinancement ⁽¹⁾	0	0	0,00%	0	0	-	0	0	0	61 429	41 534	-32,39

(1) y compris la BDEAC dans l'ensemble CEMAC.

Tableau II f : Niveaux des réserves obligatoires à fin du mois

(en millions de FCFA)

Mois	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	Total
décembre 2017	203 744	2 898	40 882	92 578	70 669	11 095	421 866
janvier 2018	211 132	3 161	62 215	92 704	70 155	11 032	450 399
février 2018	214 921	2 483	61 954	95 180	92 047	10 715	477 299
mars 2018	218 173	2 077	59 975	94 975	76 564	10 887	462 651
avril 2018	228 851	8 675	73 240	105 491	70 749	16 577	503 582
mai 2018	239 360	10 648	79 444	112 877	73 274	19 312	534 915
juin 2018	244 698	10 631	78 032	115 973	72 241	20 026	541 601
juillet 2018	242 726	10 463	76 928	119 741	72 952	26 294	549 105
août 2018	248 273	10 579	76 235	124 531	74 330	26 168	560 116
septembre 2018	250 032	10 706	77 563	130 865	73 892	26 744	569 802
octobre 2018	249 147	10 986	80 079	124 754	73 424	35 079	573 468
novembre 2018	248 975	10 938	79 997	124 120	72 359	34 587	570 976
décembre 2018	248 815	11 082	78 557	124 199	71 767	35 175	569 595

Tableau II g : Situation récapitulative des réserves obligatoires

(en millions de FCFA)

Pays	Niveau des réserves obligatoires au 30/11/2018	Niveau des réserves obligatoires au 31/12/2018	Evolution
Cameroun	248 975	248 815	- 160
Centrafrique	10 938	11 082	144
Congo	79 997	78 557	- 1 440
Gabon	124 120	124 199	79
Guinée Equatoriale	72 359	71 767	- 592
Tchad	34 587	35 175	588
CEMAC	570 976	569 595	- 1 381

Tableau IIh : Situation des réserves obligatoires au 31 décembre 2018 (1)*(En millions FCFA-Chiffres de fin de période)*

Rubriques	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	CEMAC
Niveau des réserves obligatoires (RO) à constituer	248 815	11 082	78 557	124 199	71 767	35 175	569 595
Solde des comptes-courants à la BEAC	877 534	36 468	243 238	341 278	351 517	63 225	1 913 259
Part des RO dans le solde des comptes courants à la BEAC	28,35%	30,39%	32,30%	36,39%	20,42%	55,63%	29,77%

(1) Absence de placement sur le marché monétaire, autre composante des réserves des banques depuis mai 2012.

**Tableau III : Agrégats de monnaie et refinancement du système bancaire
(Cameroun, Centrafrique et Congo)***(En millions de FCFA, chiffres en fin de période)*

Pays	2016				2017				2018			
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
I - Cameroun												
1 - Crédits à l'économie	2 761 832	2 826 233	2 936 598	2 945 782	3 061 195	3 035 329	3 005 057	3 048 479	3 116 394	3 225 399	3 278 595	3 416 931
2 - Montant des accords de classement	86 577	52 893	57 458	36 806	49 658	61 303	48 657	31 115	33 271	39 268	39 307	54 420
3 - Refinancement BEAC	80 412	83 437	135 857	192 854	194 517	199 989	102 664	72 569	65 013	29 615	27 500	37 585
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	2,91%	2,95%	4,63%	6,55%	6,35%	6,59%	3,42%	2,38%	2,09%	0,92%	0,84%	1,10%
II - Centrafrique												
1 - Crédits à l'économie	128 569	118 449	135 928	138 205	128 624	126 134	127 387	133 692	140 595	136 885	140 399	156 367
2 - Montant des accords de classement	2 471	32 771	32 609	32 609	15 884	16 062	16 062	16 062	878	15 880	25 144	25 402
3 - Refinancement BEAC	0	3 500	0	0	700	644	731	655	544	557	540	297
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	0,00%	2,95%	0,00%	0,00%	100,00%	0,51%	0,57%	0,49%	0,39%	0,41%	0,38%	0,19%
III - Congo												
2 - Crédits à l'économie	1 213 936	1 293 327	1 292 921	1 283 912	1 240 421	1 266 175	1 257 399	1 211 522	1 172 441	1 118 886	1 131 402	1 135 722
3 - Montant des accords de classement ⁽¹⁾	43 990	40 990	60 790	60 790	87 790	83 340	83 940	83 340	83 840	83 840	87 340	66 440
4 - Refinancement BEAC ⁽²⁾	34 824	30 987	50 787	89 515	102 920	97 604	96 425	91 651	90 472	101 848	98 168	71 238
5 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	2,87%	2,40%	3,93%	6,97%	8,30%	7,71%	7,67%	7,56%	7,72%	9,10%	8,68%	6,27%

(1) dont une partie pour la BDEAC.

(2) Le montant sur le guichet B au Congo concerne le refinancement de la BDEAC.

**Tableau IIj : Agrégats de monnaie et refinancement du système bancaire
(Gabon, Guinée Équatoriale, Tchad et CEMAC)**

(En millions de FCFA, chiffres en fin de période)

Pays	2016				2017					2018			
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Avril	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
IV - Gabon													
1 - Crédits à l'économie	1 266 284	1 236 401	1 188 950	1 205 474	1 154 596	1 120 930	1 134 460	1 089 659	1 120 551	1 026 912	1 089 433	1 132 154	1 170 466
2 - Montant des accords de classement	0	0	9 000	9 000	18 000	18 000	18 000	9 000	11 750	2 750	2 750	2 750	0
3 - Refinancement BEAC	0	21 900	30 800	80 000	78 676	77 675	79 927	52 591	48 000	39 500	19 000	27 500	23 000
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	0,00%	1,77%	2,59%	6,64%	6,81%	6,93%	7,05%	4,83%	4,28%	3,85%	1,74%	2,43%	1,97%
V - Guinée Équatoriale													
1 - Crédits à l'économie	1 142 080	1 100 828	1 177 563	1 205 474	1 138 937	1 139 843	1 166 903	1 147 149	1 166 404	1 163 042	1 166 372	1 178 123	1 187 866
2 - Montant des accords de classement	150 000	150 000	150 000	150 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	175 000	175 000	140 000
3 - Refinancement BEAC	120 000	0	45 000	137 500	107 500	123 500	129 500	80 000	90 000	127 650	147 432	129 000	174 000
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	10,51%	0,00%	3,82%	11,41%	9,44%	10,83%	11,10%	6,97%	7,72%	10,98%	12,64%	10,95%	14,65%
VI - Tchad													
1 - Crédits à l'économie	652 861	662 061	669 344	633 624	631 579	638 851	626 600	622 334	619 303	620 809	619 046	618 778	624 580
2 - Montant des accords de classement	166 200	139 000	146 200	146 200	67 374	67 374	40 424	53 224	8 650	47 381	27 200	30 472	20 786
3 - Refinancement BEAC	132 900	204 450	205 165	195 579	177 511	191 485	193 810	184 194	188 020	199 913	181 556	158 516	171 000
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	20,36%	30,88%	30,65%	30,87%	28,11%	29,97%	30,93%	29,60%	30,36%	32,20%	29,33%	25,62%	27,38%
VII - CEMAC													
1 - Crédits à l'économie	7 539 292	7 159 600	7 910 257	7 868 391	7 915 448	7 827 465	7 889 727	7 764 432	7 764 432	7 727 637	7 805 567	7 916 289	8 102 570
2 - Montant des accords de classement ⁽¹⁾	449 238	445 197	305 200	305 200	438 706	452 278	419 129	410 883	350 917	368 120	343 938	360 012	307 048
3 - Refinancement BEAC ⁽²⁾	368 136	344 274	467 609	695 448	661 824	681 992	701 474	516 605	490 895	523 092	480 008	441 224	477 119
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	4,88%	4,49%	5,91%	8,84%	8,36%	8,71%	8,89%	6,65%	6,32%	6,77%	6,15%	5,57%	5,89%

(1) dont une partie pour la BDEAC.

(2) Le montant sur le guichet B au Congo concerne le refinancement de la BDEAC.

Tableau IIk : Opérations du crédit et du marché monétaire

Décembre 2018

Rubriques	Pays						CEMAC ⁽¹⁾
	Cameroun	Centrafrique	Congo ⁽¹⁾	Gabon	Guinée Équatoriale	Tchad	
Accords de mobilisation	54 420	25 402	66 440	0	140 000	20 786	307 048
Refinancements accordés	37 585	297	79 238	23 000	174 000	159 500	473 619
1. Instruments de refinancement	37 585	0	38 000	23 000	174 000	159 500	432 085
2. Guichet spécial de refinancement	0	297	41 238	0	0	0	41 534
Niveaux des réserves obligatoires au 31 décembre 2018	248 815	11 082	78 557	124 199	71 767	35 175	569 595
Autres interventions (ponctions de liquidité) ⁽²⁾	0	0	55	0	0	0	55
Intérêts mensuels acquis sur les opérations du marché monétaire	163	1	248	88	490	629	1 618
Encours des engagements des Etats à consolider au 31 décembre 2017 ⁽³⁾	577 359	80 484	572 000	452 500	608 703	479 430	2 770 476
Encours des avances exceptionnelles (GABAC) ⁽⁴⁾	0	642	432	432	432	432	2 370
Arriérés en capital et en intérêts sur avances exceptionnelles (GABAC)	0	31	20	20	20	20	111

(1) Le refinancement sur le guichet spécial au Congo concerne uniquement la BDEAC, institution communautaire.

(2) Fonds de bonification de la BDEAC.

(3) Chiffres consolidés suivant les résolutions n°1 du Comité Ministériel du 04 août 2017 et du Conseil d'Administration du 05 août 2017, les avances statutaires sont désormais proscrites et l'ensemble des

(4) Avances octroyées au GABAC pour le financement de son budget, mais remboursées par les Etats.

III- MARCHE DES TITRES PUBLICS

Tableau IIIa : Liste des titres publics émis par le Cameroun au 31 décembre 2018

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité	Montant levé par le Trésor
				BTA	
CM1200000659 BTA-26 25-JANV-2019	BTA	25/07/2018	25/01/2019	26 semaines	7 000
CM1200000667	BTA	05/09/2018	08/03/2019	26 semaines	10 000
CM1200000675	BTA	12/09/2018	15/03/2019	26 semaines	10 000
CM1100000726	BTA	03/10/2018	04/01/2019	13 semaines	10 000
CM1100000734	BTA	10/10/2018	11/01/2019	13 semaines	10 000
CM1200000683	BTA	24/10/2018	26/04/2019	26 semaines	10 000
CM1100000742	BTA	14/11/2018	15/02/2019	13 semaines	10 000
CM1200000691	BTA	07/11/2018	10/05/2019	26 semaines	10 000
CM1100000767	BTA	26/12/2018	29/03/2019	13 semaines	10 000
CM1100000759	BTA	19/12/2018	22/03/2019	13 semaines	10 000
Total					97 000

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIb : Liste des titres publics émis par la République centrafricaine au 31 décembre 2018

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité	Montant levé par le Trésor
				BTA	
CF1200000302	BTA	17/10/2018	19/04/2019	26 semaines	5 500
CF1200000310	BTA	12/12/2018	14/06/2019	26 semaines	4 000
Total					9 500

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIc : Liste des titres publics émis par le Congo au 31 décembre 2018

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité	Montant levé par le Trésor
				BTA	
CG1200000079 BTA-26 18-JANV-2019	BTA	18/07/2018	18/01/2019	26 semaines	3 000
CG1200000087	BTA	08/08/2018	08/02/2019	26 semaines	6 000
CG1200000095	BTA	29/08/2018	01/03/2019	26 semaines	5 000
CG1200000103	BTA	12/09/2018	15/03/2019	26 semaines	5 000
CG1200000111	BTA	19/09/2018	22/03/2019	26 semaines	6 000
CG1200000129	BTA	17/10/2018	19/04/2019	26 semaines	6 500
CG1200000137	BTA	07/11/2018	10/05/2019	26 semaines	3 000
CG1200000145	BTA	21/11/2018	24/05/2019	26 semaines	4 000
CG1200000160	BTA	19/12/2018	21/06/2019	26 semaines	3 000
CG1200000152	BTA	12/12/2018	14/06/2019	26 semaines	5 110
Total					46 610

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIId : Liste des titres publics émis par le Gabon au 31 décembre 2018

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité		Montant levé par le Trésor
				BTA	OTA	
GA1300000302 BTA-52 22-MARS-2019	BTA	21/03/2018	22/03/2019	52 semaines		15 000
GA1200000725 BTA-26 18-JANV-2019	BTA	18/07/2018	18/01/2019	26 semaines		16 000
GA1200000717 BTA-26 04-JANV-2019	BTA	04/07/2018	04/01/2019	26 semaines		8 000
GA1200000733	BTA	15/08/2018	15/02/2019	26 semaines		7 500
GA1200000741	BTA	12/09/2018	15/03/2019	26 semaines		14 591
GA1200000758	BTA	03/10/2018	05/04/2019	26 semaines		9 400
GA1100000700	BTA	10/10/2018	11/01/2019	13 semaines		15 000
GA1200000766	BTA	17/10/2018	19/04/2019	26 semaines		15 000
GA1100000718	BTA	24/10/2018	25/01/2019	13 semaines		15 000
GA1100000726	BTA	07/11/2018	08/02/2019	13 semaines		15 000
GA1100000734	BTA	21/11/2018	22/02/2019	13 semaines		17 000
GA1100000742	BTA	28/11/2018	01/03/2019	13 semaines		14 000
GA1200000774	BTA	31/10/2018	03/05/2019	26 semaines		15 000
GA1200000782	BTA	14/11/2018	17/05/2019	26 semaines		15 000
GA1100000767	BTA	26/12/2018	29/03/2019	13 semaines		12 000
GA1200000808	BTA	19/12/2018	21/06/2019	26 semaines		17 000
GA1200000790	BTA	12/12/2018	14/06/2019	26 semaines		9 500
GA1100000759	BTA	05/12/2018	08/03/2019	13 semaines		15 000
Sous-total (BTA)						244 991
GA2A00000041 OTA 2 ANS 4,5% 23-SEPT -2019	OTA	20/09/2017	23/09/2019		2 ANS	8 000
GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020	OTA	21/03/2018	23/03/2020		2 ANS	7 500
GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020#1	OTA	04/04/2018	23/03/2020		2 ANS	4 100
GA2A00000069 OTA 2 ANS 5% 25-MAI-2020	OTA	23/05/2018	25/05/2020		2 ANS	27 449
GA2J00000069 OTA 3 ANS 5,75% 05-JUIL-2021	OTA	04/07/2018	05/07/2021		3 ANS	8 800
GA2J00000069 OTA 3 ANS 5,75% 05-JUIL-2021#1	OTA	01/08/2018	05/07/2021		3 ANS	5 000
GA2B00000026	OTA	01/08/2018	03/08/2023		5 ANS	10 000
GA2A00000041 OTA 2 ANS 4,5% 23-SEPT -2019	OTA	12/09/2018	23/09/2019		2 ANS	18 600
GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020#2	OTA	24/10/2018	23/03/2020		2 ANS	3 282
GA2A00000051	OTA	28/11/2018	23/03/2020		2 ANS	15 000
GA2A00000051	OTA	28/11/2018	23/03/2020		2 ANS	11 000
Sous-total (OTA)						118 731
Total						363 722

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIe : Liste des titres publics émis par la Guinée Équatoriale au 31 décembre 2018*(en millions de FCFA)*

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité	Montant levé par le Trésor
				BTA	
GQ1300000486 BTA-52 04-JANV -2019	BTA	03/01/2018	04/01/2019	52 semaines	1 500
GQ1300000494 BTA-52 18-JANV -2019	BTA	17/01/2018	18/01/2019	52 semaines	15 000
GQ1300000502 BTA-52 15-FEVR-2019	BTA	14/02/2018	15/02/2019	52 semaines	11 000
GQ1300000511 BTA-52 22-MARS-2019	BTA	21/03/2018	22/03/2019	52 semaines	7 500
GQ1300000528 BTA-52 12-AVRI-2019	BTA	11/04/2018	12/04/2019	52 semaines	15 000
GQ1300000536 BTA-52 17-MAI-2019	BTA	16/05/2018	17/05/2019	52 semaines	5 000
GQ1300000544	BTA	13/06/2018	14/06/2019	52 semaines	3 000
GQ1300000551 BAT-52 12-JUIL-2019	BTA	11/07/2018	12/07/2019	52 semaines	11 000
GQ1300000569	BTA	08/08/2018	09/08/2019	52 semaines	10 000
GQ1300000577	BTA	24/10/2018	25/10/2019	52 semaines	15 000
GQ1300000585	BTA	07/11/2018	08/11/2019	52 semaines	12 000
GQ1300000593	BTA	05/12/2018	06/12/2019	52 semaines	8 000
Total					114 000

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIf : Liste des titres publics émis par le Tchad au 31 décembre 2018*(en millions de FCFA)*

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité		Montant levé par le Trésor
				BTA	OTA	
TD1300000304 BTA-52 11-JANV -2019	BTA	10/01/2018	11/01/2019	52 semaines		22 500
TD1300000312 BTA-52 25-JANV -2019	BTA	24/01/2018	25/01/2019	52 semaines		6 000
TD1300000321 BTA-52 08 FEVR-2019	BTA	07/02/2018	08/02/2019	52 semaines		12 000
TD1300000338 BTA-52 15-MARS-2018	BTA	14/03/2018	15/03/2019	52 semaines		15 000
TD1300000353	BTA	25/06/2018	24/06/2019	52 semaines		36 111
TD1200000206 BTA-26 18-JANV-2019	BTA	18/07/2018	18/01/2019	26 semaines		18 450
TD1200000214	BTA	01/08/2018	01/02/2019	26 semaines		11 700
TD1200000222	BTA	22/08/2018	22/02/2019	26 semaines		13 500
TD1200000230	BTA	29/08/2018	01/03/2019	26 semaines		23 850
TD1200000248	BTA	05/09/2018	08/03/2019	26 semaines		13 500
TD1200000255	BTA	12/09/2018	15/03/2019	26 semaines		28 350
TD1200000263	BTA	26/09/2018	29/03/2019	26 semaines		4 500
TD1200000289	BTA	17/10/2018	19/04/2019	26 semaines		8 100
TD1200000271	BTA	17/10/2018	19/04/2019	26 semaines		6 435
TD1200000305	BTA	14/11/2018	17/05/2019	26 semaines		20 250
TD1200000313	BTA	21/11/2018	24/05/2019	26 semaines		15 390
TD1200000321	BTA	12/12/2018	14/06/2019	26 semaines		11 700
TD1200000339	BTA	19/12/2018	21/06/2019	26 semaines		12 150
TD1200000354	BTA	26/12/2018	28/06/2019	26 semaines		27 000
TD1200000347	BTA	26/12/2018	28/06/2019	26 semaines		13 500
Sous-total (BTA)						319 986
TD2B00000023 OTA 5 ANS 4,15% 21-AOUT -2020	OTA	19/08/2015	21/08/2020		5 ANS	48 760
TD2B00000041 OTA 5 ANS 4,1% 25-SEPT -2020	OTA	23/09/2015	25/09/2020		5 ANS	10 000
TD2B00000051 OTA 5 ANS 4,1% 02-OCTO -2020	OTA	30/09/2015	02/10/2020		5 ANS	10 000
TD2B00000069 OTA 5 ANS 4,1% 30-OCTO -2020	OTA	28/10/2015	30/10/2020		5 ANS	15 000
TD2J00000017 OTA 3 ANS 4,1% 02-JANV -2019	OTA	30/12/2015	02/01/2019		3 ANS	30 000
TD2K00000015 OTA 4 ANS 4% 25-MARS -2020	OTA	23/03/2016	25/03/2020		4 ANS	30 000
TD2J00000026 OTA 3 ANS 4% 09-SEPT -2019	OTA	07/09/2016	09/09/2019		2 ANS	5 000
TD2A00000418 OTA 2 ANS 4,5% 10-JUIN -2019	OTA	07/06/2017	10/06/2019		2 ANS	26 800
Sous-total (OTA)						175 560
Total						495 546

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIg : Encours des titres publics émis par adjudication au 31 décembre 2018*(en millions de FCFA)*

Pays	BTA		OTA		Total	
	volume	%	volume	%	volume	%
Cameroun	97 000	8,61	0	0,00	97 000	8,61
RCA	9 500	0,84	0	0,00	9 500	0,84
Congo	46 610	4,14	0	0,00	46 610	4,14
Gabon	244 991	21,75	118 731	10,54	363 722	32,29
Guinée Equatoriale	114 000	10,12	0	0,00	114 000	10,12
Tchad	319 986	28,41	175 560	15,59	495 546	43,99
CEMAC	832 087	73,87	294 291	26,13	1 126 378	100,00

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIh : BTA émis par adjudication en décembre 2018

Pays	Maturité	Code émission	Date d'émission	Date de règlement	Montant (millions de FCFA)	Taux Moyen Pondéré	Date de remboursement	Taux de Souscription	SVT Locaux	SVT Déplacés	Montant levé
Gabon	13 semaines	GA110000759	mercredi 26 décembre 2018	vendredi 7 décembre 2018	15 000	3,85	vendredi 8 mars 2019	131,33	4 000	11 000	15 000
Guinée Equatoriale	52 semaines	GQ130000593	mercredi 19 décembre 2018	vendredi 7 décembre 2018	8 000	8,19	vendredi 6 décembre 2019	53,52	5 000	3 000	8 000
Congo	26 semaines	CG120000152	mercredi 19 décembre 2018	vendredi 14 décembre 2018	5 110	6,47	vendredi 14 juin 2019	84,56	1 110	4 000	5 110
Gabon	26 semaines	GA120000790	mercredi 12 décembre 2018	vendredi 14 décembre 2018	9 500	3,88	vendredi 14 juin 2019	146,67	2 000	7 500	9 500
République centrafricaine	26 semaines	CF120000310	mercredi 26 décembre 2018	vendredi 14 décembre 2018	4 000	5,13	vendredi 14 juin 2019	100,00	4 000	0	4 000
Tchad	26 semaines	TD120000321	mercredi 19 décembre 2018	vendredi 14 décembre 2018	11 700	6,20	vendredi 14 juin 2019	102,56	9 000	2 700	11 700
Cameroun	13 semaines	CM110000759	mercredi 12 décembre 2018	vendredi 21 décembre 2018	10 000	2,59	vendredi 22 mars 2019	210,00	10 000	0	10 000
Congo	26 semaines	CG120000160	mercredi 5 décembre 2018	vendredi 21 décembre 2018	3 000	6,37	vendredi 21 juin 2019	51,67	0	3 000	3 000
Gabon	26 semaines	GA120000808	mercredi 5 décembre 2018	vendredi 21 décembre 2018	17 000	4,03	vendredi 21 juin 2019	111,76	4 000	13 000	17 000
Tchad	26 semaines	TD120000339	mercredi 12 décembre 2018	vendredi 21 décembre 2018	12 150	6,50	vendredi 21 juin 2019	107,00	9 813	2 337	12 150
Cameroun	13 semaines	CM110000767	mercredi 26 décembre 2018	vendredi 28 décembre 2018	10 000	2,60	vendredi 29 mars 2019	110,00	10 000	0	10 000
Gabon	13 semaines	GA110000767	mercredi 26 décembre 2018	vendredi 28 décembre 2018	12 000	3,93	vendredi 29 mars 2019	124,77	4 200	7 800	12 000
Tchad	26 semaines	TD120000354	mercredi 19 décembre 2018	vendredi 28 décembre 2018	27 000	6,25	vendredi 28 juin 2019	100,00	27 000	0	27 000
Tchad	26 semaines	TD120000347	mercredi 12 décembre 2018	vendredi 28 décembre 2018	13 500	6,25	vendredi 28 juin 2019	100,00	13 500	0	13 500

Tableau IIIi : Encours des OTA émis par adjudication à fin décembre 2018

Pays	Maturité	Code émission	Date d'émission	Montant (millions de FCFA)	Prix Moyen Pondéré	Date de remboursement	Taux de Souscription	SVT Locaux	SVT Déplacés	Montant levé	Taux facial	Rendement
Gabon	2 ANS	GA2A00000041 OTA 2 ANS 4,5% 23-SEPT -2019	mercredi 20 septembre 2017	8 000	99,38	lundi 23 septembre 2019	20,00	0	8 000	8 000	4,50	4,5290
Tchad	5 ANS	TD2B00000023 OTA 5 ANS 4,15% 21-AOUT -2020	mercredi 19 août 2015	48 760	94,23	vendredi 21 août 2020	97,52			0	4,15	4,4042
Tchad	5 ANS	TD2B00000041 OTA 5 ANS 4,1% 25-SEPT -2020	mercredi 23 septembre 2015	10 000	100	vendredi 25 septembre 2020	40,00		10 000	10 000	4,1	4,1000
Tchad	5 ANS	TD2B00000051 OTA 5 ANS 4,1% 02-OCTO -2020	mercredi 30 septembre 2015	10 000	100,00	vendredi 2 octobre 2020	40,00		10 000	10 000	4,10	4,1000
Tchad	5 ANS	TD2B00000069 OTA 5 ANS 4,1% 30-OCTO -2020	mercredi 28 octobre 2015	15 000	100,00	vendredi 30 octobre 2020	100,00		15 000	15 000	4,10	4,1000
Tchad	3 ANS	TD2J00000017 OTA 3 ANS 4,1% 02-JANV -2019	mercredi 30 décembre 2015	30 000	100,00	mercredi 2 janvier 2019	100,00	30 000	0	30 000	4,10	4,1000
Tchad	4 ANS	TD2K00000015 OTA 4 ANS 4% 25-MARS -2020	mercredi 23 mars 2016	30 000	98,00	mercredi 25 mars 2020	102,00	15 300	14 700	30 000	4,00	4,0818
Tchad	2 ANS	TD2J00000026 OTA 3 ANS 4% 09-SEPT -2019	mercredi 7 septembre 2016	5 000	99,00	lundi 9 septembre 2019	100,00	5 000	0	5 000	4,00	4,0407
Tchad	2 ANS	TD2A00000409 OTA 2 ANS 4,5% 31-DECE -2018	mercredi 28 décembre 2016	15 000	99,00	lundi 31 décembre 2018	60,00	15 000	0	15 000	4,50	4,5470
Tchad	2 ANS	TD2A00000418 OTA 2 ANS 4,5% 10-JUIN -2019	mercredi 7 juin 2017	26 800	100,00	lundi 10 juin 2019	89,33	26 800	0	26 800	4,50	4,5000
Gabon	2 ANS	GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020	mercredi 21 mars 2018	7 500	97,89	lundi 23 mars 2020	100,00	7 500	0	7 500	4,50	4,6004
Gabon	2 ANS	GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020#1	mercredi 4 avril 2018	4 100	96,08	lundi 23 mars 2020	27,36	3 996	104	4 100	4,50	4,6895
Gabon	2 ANS	GA2A00000069 OTA 2 ANS 5% 25-MAI-2020	mercredi 23 mai 2018	27 449	99,97	lundi 25 mai 2020	78,43	12000	15 449	27 449	5	5,0013
Gabon	3 ANS	GA2J00000069 OTA 3 ANS 5,75% 05-JUIL-2021	vendredi 6 juillet 2018	8 800	88,24	lundi 5 juillet 2021	80,25	2100	6 700	8 800	5,75	6,5180
Gabon	3 ANS	GA2J00000069 OTA 3 ANS 5,75% 05-JUIL-2021#1	mercredi 1 août 2018	5 000	75,44	lundi 5 juillet 2021	66,67	0	5 000	5 000	5,75	7,6257
Gabon	5 ANS	GA2B00000026	mercredi 1 août 2018	10 000	100,00	jeudi 3 août 2023	100,00	0	10 000	10 000	7	7,0000
Gabon	2 ANS	GA2A00000041 OTA 2 ANS 4,5% 23-SEPT -2019	mercredi 12 septembre 2018	18 600	96,16	lundi 23 septembre 2019	93,00	11 100	7 500	18 600	4,5	4,7193
Gabon	2 ANS	GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020#2	mercredi 24 octobre 2018	3 282	91,76	lundi 23 mars 2020	21,88	2 980	302	3 282	4,5	4,9170
Gabon	2 ANS	GA2A00000051	mercredi 28 novembre 2018	15 000	101,77	lundi 23 mars 2020	136,67	15000	0	15 000	4,5	4,4189
Gabon	2 ANS	GA2A00000051	mercredi 28 novembre 2018	11 000	99,39	lundi 23 mars 2020	93,60	5 000	6 000	11 000	4,5	4,5276

IV. AUTRES STATISTIQUES**Tableau IVa : Évolution des taux d'intérêt de la BEAC et du taux créditeur minimum**

<i>(En pourcentage)</i>			
Rubriques	11.07.2017 au 30.10.2018	31.10.2018 au 17.12.18	18.12.2018 au ...
I - Opérations des Trésors (Placements publics)			
. Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre du Fonds de réserves sur les Générations Futures (TISPPo)	0,40	0,40	0,40
. Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre du Mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires (TISPP1)	0,05	0,05	0,05
. Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre des dépôts spéciaux (TISPP2)	0,00	0,00	0,00
II - Marché monétaire			
. Taux des appels d'offres (TIAO)	2,95	3,50	3,50
. Taux de Facilité de Prêt Marginal (TFPM)	4,70	5,25	6,00
. Taux de Facilité de Dépôt (TFD)	0	0,00	0,00
. Taux de pénalité aux banques (TPB)	7,00	7,55	8,30
III - Taux Créditeur Minimum (TCM)	2,45	2,45	2,45

Le nouveau cadre opérationnel de la politique monétaire est entré en vigueur le 11 juin 2018.

Tableau IVb : Évolution des coefficients et du taux de rémunération des réserves obligatoires

(En pourcentage)			
Rubriques	01.06.17 20.03.18	Rubriques	Date de la dernière modification 21.03.18
I - Coefficients des réserves obligatoires (*)		I - Coefficients des réserves obligatoires (**)	
- <i>Exigibilités à vue</i>		- <i>Exigibilités à vue</i>	7,00
1. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette inférieure à 16,5 milliards	0,00	- <i>Exigibilités à terme</i>	4,50
2. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette comprise entre 16,5 et 41	3,00		
3. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette supérieure à 41 milliards	7,25	II - Taux de rémunération des réserves	0,05
- <i>Exigibilités à terme</i>			
1. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette inférieure à 16,5 milliards	0,00		
2. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette comprise entre 16,5 et 41	2,00		
3. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette supérieure à 41 milliards	5,25		
II - Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05		

(*) Par décision N°03/CPM/2017 du CPM du 22 mars 2017, les coefficients applicables sur les réserves obligatoires ont été fixés selon des seuils minimums des éléments constitutifs de l'assiette de calcul des réserves obligatoires.

(**) Par décision N°03/CPM/2018 du CPM du 21 mars 2018, les coefficients applicables sur les réserves obligatoires ont été harmonisés pour tous les établissements de crédit de la sous-région.

Tableau IVc : Évolution des taux directeurs des pays partenaires de la CEMAC

(En pourcentage)																
Pays/Régions	2016	2017	2018												Dates de la dernière	
	Décembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	modification
BCEAO																
. Taux d'appel d'offres																
- injections de liquidité ⁽²⁾	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	17 septembre 2013
- reprises de liquidité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
. Taux du guichet de prêt marginal	3,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	16 décembre 2016
ZONE EURO ⁽³⁾																
. Taux d'appel d'offres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 mars 2016
Facilité de prêt marginal	0,25	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	16 mars 2016
. Facilité de dépôts	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	16 mars 2016
ROYAUME-UNI																
. Prêts maisons d'escompte	0,25	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75	02 août 2018
CHINE																
. Taux de référence d'emprunt	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	23 octobre 2015
ETATS-UNIS																
. Taux d'intérêt de la FED	0,50	1,50	1,50	1,50	1,50	1,75	1,75	1,75	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	13 juin 2018
NIGERIA																
Taux de la Politique Monétaire	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	26 juillet 2016
Taux de Facilité de Dépôt	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	26 juillet 2016
Taux de Facilité de Prêt Marginal	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	26 juillet 2016

(1) Sources : BDF, BCEAO, OCDE, BFCE-multidevises, Internet, etc...

(2) Taux minimum de soumission aux appels d'offres.

(3) Groupe de pays utilisant l'Euro comme monnaie : France, Belgique, Espagne, Allemagne, Italie, Hollande, Finlande, Portugal, Luxembourg, Irlande, Autriche, Grèce, Slovaquie, Chypre, Malte, Slovaquie et Estonie.

(4) Objectif implicite.

Tableau IVd : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire au Cameroun

(En millions de F CFA)

	2017	2018												Variation ⁽¹⁾
	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	septembre	octobre	Novembre	Décembre	décembre 18 - décembre 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	72 569	80 358	80 658	65 013	18 434	38 504	29 615	52 524	28 235	23 550	42 441	89 988	37 585	-34 984
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	1 136 578	1 076 912	1 064 517	1 086 298	1 084 397	1 060 558	1 068 187	1 076 700	1 093 392	1 122 532	1 142 340	1 170 449	1 250 722	114 144
. Réserves flottantes :	739 998	839 635	893 925	857 132	776 558	851 650	780 936	780 954	796 574	756 233	653 892	819 792	877 534	137 535
-Comptes courants des Ets de crédit	739 998	839 635	893 925	857 132	776 558	851 650	780 936	780 954	796 574	756 233	653 892	819 792	877 534	137 535
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
. Engagements extérieurs	51 139	54 004	54 005	53 999	51 252	51 252	51 267	51 248	51 248	51 261	51 282	51 248	52 290	1 151
. FMI-Allocations de DTS	138 078	136 015	137 651	137 190	138 436	140 805	140 295	139 193	139 861	140 151	141 998	141 597	141 191	3 113
. Divers-passifs	-107 654	-112 148	-111 430	-110 376	-110 843	-110 878	-109 822	-110 323	-110 006	-97 240	-82 114	-104 811	-63 707	43 947
b/ Postes d'actif														
. Disponibilités extérieures brutes	1 735 763	1 844 981	1 796 197	1 819 118	1 717 798	1 725 530	1 680 500	1 655 722	1 692 561	1 688 948	1 686 080	1 707 289	1 968 781	233 018
. Autres créances sur l'extérieur	83 350	82 782	83 245	82 929	83 944	85 447	84 282	83 462	83 387	83 125	85 087	84 984	85 603	2 252
. Créances sur l'Etat (net)	49 182	-34 289	58 208	33 922	102 372	127 356	117 074	129 424	150 486	161 149	77 946	179 842	148 610	99 427
. Divers-Actifs	17 275	20 586	20 361	23 262	17 252	16 550	19 392	16 641	16 400	16 165	15 844	16 172	17 451	176
II. Réserves obligatoires ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
III. Concours du marché monétaire	72 569	80 358	80 658	65 013	18 434	38 504	29 615	52 524	28 235	23 550	42 441	89 988	37 585	-34 984
. Appels d'offres positifs ou OPIL(2)	72 569	80 358	80 658	65 013	18 434	38 476	0	0	0	0	0	0	0	-72 569
. Pensions et autres	0	0	0	0	0	28	29 615	52 524	28 235	23 550	42 441	89 988	37 585	37 585

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entraîné la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

(2) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVe : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire en RCA

(En millions de F CFA)

	2017	2018												Variation (1)
	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	septembre	octobre	Novembre	Décembre	décembre 18 - décembre 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	-1 850	616	542	523	504	485	414	414	488	540	521	316	297	2 147
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	168 430	164 649	167 846	165 592	170 979	173 187	177 398	177 398	183 588	181 520	183 449	186 269	193 579	25 149
. Réserves flottantes :	34 583	33 931	30 647	34 559	22 252	22 106	25 520	25 520	27 893	31 361	36 793	38 261	36 468	1 885
-Comptes courants des Ets de crédit	34 583	33 931	30 647	34 559	22 252	22 106	25 520	25 520	27 893	31 361	36 793	38 261	36 468	1 885
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
. Engagements extérieurs	20 269	21 553	21 277	21 589	20 741	20 571	20 405	20 405	20 656	20 210	21 407	20 614	20 780	511
. FMI-Allocations de DTS	41 571	40 949	41 442	41 303	41 678	42 392	42 238	42 238	42 108	42 195	42 751	42 630	42 508	937
. Divers-passifs	33 265	39 373	39 122	39 377	40 892	38 559	38 447	38 447	37 948	38 357	37 793	37 558	27 198	-6 067
b/ Postes d'actif														
. Disponibilités extérieures brutes	195 544	179 320	174 944	174 017	171 131	163 231	175 889	175 889	203 870	196 810	193 213	191 551	204 032	8 488
. Autres créances sur l'extérieur	29 889	28 002	28 151	27 670	27 932	28 525	28 655	28 655	27 873	27 769	28 457	29 546	31 028	1 140
. Créances sur l'Etat (net)	67 588	84 078	88 304	91 713	89 718	97 549	91 856	91 856	72 821	81 481	93 096	96 926	77 826	10 239
. Divers-Actifs	6 948	8 441	8 392	8 496	7 257	7 025	7 194	7 194	7 142	7 042	6 905	6 992	7 350	401
II. Réserves obligatoires (1)	2 485	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-2 485
III. Concours du marché monétaire	106	52	52	52	52	52	0	0	113	185	185	0	0	-106
. Appels d'offres positifs ou OPIL(2)	106	52	52	52	52	52	0	0	113	185	185	0	0	-106

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entraîné la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

(2) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVf : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire au Congo

(En millions de F CFA)

	2017	2018												Variation (1)
	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	septembre	octobre	Novembre	Décembre	décembre 18 - décembre 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	91 651	90 901	91 401	90 472	90 472	89 722	85 698	101 848	101 848	98 169	89 749	82 900	79 238	-12 413
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	452 188	507 568	469 840	452 984	452 822	455 407	451 472	451 562	451 562	455 599	448 419	446 403	494 623	42 435
. Réserves flottantes :	179 430	220 008	228 790	201 119	194 339	188 401	219 638	234 238	234 238	236 206	259 409	210 492	243 293	63 863
-Comptes courants des Ets de crédit	179 374	219 953	228 735	201 063	194 284	188 346	219 582	234 182	234 182	236 151	259 354	210 436	243 238	63 863
-dépôts et placements Marché Monétaire	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	0
.Engagements extérieurs	14 616	13 902	14 660	14 613	14 639	13 864	13 928	13 905	13 905	13 910	13 845	13 893	14 211	-405
.FMI-Allocations de DTS	62 442	62 072	61 144	61 880	61 672	62 233	63 297	63 068	63 068	63 004	63 834	63 654	63 471	1 029
.Divers-passifs	8 940	9 765	-2 177	-2 605	611	-412	-594	1 635	1 635	3 308	3 047	8 380	49 721	40 781
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	58 438	152 816	115 343	101 272	83 673	70 951	68 303	79 048	79 048	129 419	140 656	148 617	185 349	126 911
.Autres créances sur l'extérieur	77 489	76 774	75 720	76 315	76 339	77 355	78 781	77 891	77 891	77 455	78 797	78 866	78 671	1 183
.Créances sur l'Etat (net)	475 814	481 295	477 587	447 860	461 517	470 184	476 186	490 839	490 839	455 403	468 620	421 630	510 953	35 139
.Divers-Actifs	14 223	11 530	12 205	12 071	12 082	11 281	38 772	14 782	14 782	11 582	10 732	10 810	11 108	-3 115
II. Réserves obligatoires ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
III. Concours du marché monétaire	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	46 900	46 900	44 400	44 980	40 912	40 912	10 912
.Appels d'offres positifs ou OPIL(2)	24 150	24 150	23 650	23 650	23 650	23 650	24 000	46 900	46 900	44 400	44 980	40 912	40 912	16 762
.Pensions et autres	5 850	5 850	6 350	6 350	6 350	6 350	6 000	0	0	0	0	0	0	-5 850

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entraîné la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

(2) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidités (OPIL).

Tableau IVg : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire au Gabon

(En millions de F CFA)

	2017	2018												Variation ⁽¹⁾
	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	septembre	octobre	Novembre	Décembre	décembre 18 - décembre 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	-42 308	48 000	46 000	42 000	39 500	37 500	35 000	19 000	19 000	27 500	27 500	147 000	23 000	65 308
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	386 899	418 592	389 210	389 975	392 252	400 124	416 220	421 114	421 114	456 065	460 593	173 228	481 174	94 275
. Réserves flottantes :	207 893	232 362	270 346	358 143	355 421	334 114	343 216	320 203	320 203	329 371	376 960	248 912	341 278	133 384
-Comptes courants des Ets de crédit	207 893	232 362	270 346	358 143	355 421	334 114	343 216	320 203	320 203	329 371	376 960	248 912	341 278	133 384
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
.Engagements extérieurs	26 821	25 443	26 810	26 812	26 773	25 350	25 349	25 312	25 312	25 288	25 267	24 756	25 734	-1 087
.FMI-Allocations de DTS	114 965	114 284	112 576	113 930	113 549	114 580	116 541	116 118	116 118	116 000	117 528	24 994	116 860	1 895
.Divers-passifs	7 857	5 341	4 180	-2 313	-2 163	-1 426	-3 297	-1 765	-1 765	-893	-1 860	16 364	37 815	29 958
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	305 270	423 387	416 628	412 435	347 912	368 321	376 202	339 798	339 798	397 328	408 173	-21 554	649 637	344 367
.Autres créances sur l'extérieur	139 283	138 572	136 716	137 870	137 632	138 893	141 436	140 558	140 558	139 953	142 168	47 126	141 940	2 657
.Créances sur l'Etat (net)	329 102	174 234	190 401	281 103	347 618	316 538	334 497	368 599	368 599	350 587	390 139	310 373	176 543	-152 559
.Divers-Actifs	13 088	11 830	13 378	13 139	13 170	11 490	10 894	13 028	13 028	10 463	10 508	5 310	11 740	-1 348
II. Réserves obligatoires ⁽¹⁾	92 308	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
II. Concours du marché monétaire	50 000	48 000	46 000	42 000	39 500	37 500	35 000	19 000	19 000	27 500	27 500	20 500	23 000	-27 000
.Appels d'offres positifs ou OPIL(2)	50 000	48 000	46 000	42 000	39 500	37 500	35 000	19 000	19 000	27 500	27 500	20 500	23 000	-27 000
.Pensions et autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entraîné la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

(2) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVh : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire en Guinée Équatoriale

(En millions de F CFA)

	2017	2018												Variation (1)
	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	septembre	octobre	Novembre	Décembre	décembre 18 - décembre 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	55 679	90 000	112 650	97 650	127 650	127 650	138 650	147 432	147 432	129 000	132 500	147 000	174 000	118 321
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	184 522	202 749	185 605	177 537	177 655	174 788	177 198	174 485	174 485	170 822	175 707	173 228	197 758	13 236
. Réserves flottantes :	278 271	313 450	286 615	294 811	277 058	231 210	243 408	273 758	273 758	268 490	215 112	248 912	351 517	73 246
-Comptes courants des Ets de crédit	278 271	313 450	286 615	294 811	277 058	231 210	243 408	273 758	273 758	268 490	215 112	248 912	351 517	73 246
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
.Engagements extérieurs	26 083	24 692	26 083	26 083	26 083	24 756	24 756	24 756	24 756	24 756	24 756	24 756	25 249	-834
.FMI-Allocations de DTS	24 518	24 373	24 009	24 298	24 216	24 436	24 854	24 764	24 764	24 739	25 065	24 994	24 923	404
.Divers-passifs	20 110	21 494	23 853	6 496	20 844	9 325	12 369	12 062	12 062	15 484	15 790	16 364	57 708	37 598
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	3 338	-51 124	-53 567	-52 898	-123 237	-134 541	-105 287	-25 350	-25 350	-70 980	-123 565	-21 554	-25 435	-28 772
.Autres créances sur l'extérieur	46 243	45 969	45 282	45 824	45 670	46 085	46 870	46 700	46 700	46 649	47 263	47 126	46 991	748
.Créances sur l'Etat (net)	420 534	495 480	433 712	430 875	464 997	419 124	396 507	332 264	332 264	394 152	394 857	310 373	453 037	32 502
.Divers-Actifs	7 710	6 433	8 088	7 774	10 775	6 198	5 845	8 780	8 780	5 470	5 374	5 310	8 561	852
II. Réserves obligatoires ⁽¹⁾	71 321	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
III. Concours du marché monétaire	127 000	90 000	112 650	97 650	127 650	127 650	138 650	147 432	147 432	129 000	132 500	147 000	174 000	47 000
.Appels d'offres positifs ou OPIL(2)	127 000	90 000	112 650	97 650	127 650	127 650	138 650	147 432	147 432	129 000	132 500	147 000	174 000	47 000
.Pensions et autres														

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entraîné la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

(2) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVi : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire au Tchad

(En millions de F CFA)

	2017	2018												Variation (1)
	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	septembre	octobre	Novembre	Décembre	décembre 18 - décembre 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	187 929	199 021	180 600	199 913	199 913	192 413	198 358	181 560	181 560	160 016	164 143	160 300	159 500	-28 429
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	416 521	428 731	413 987	400 117	418 833	420 872	425 347	414 905	414 905	424 095	429 417	436 496	450 590	34 069
. Réserves flottantes :	62 751	72 671	57 164	88 611	55 648	48 881	58 572	35 539	35 539	68 341	70 843	75 579	63 225	475
-Comptes courants des Ets de crédit	62 751	72 671	57 164	88 611	55 648	48 881	58 572	35 539	35 539	68 341	70 843	75 579	63 225	475
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
.Engagements extérieurs	25 717	24 339	25 725	25 735	25 708	24 426	24 394	24 426	24 426	24 439	24 361	24 441	24 834	-883
.FMI-Allocations de DTS	42 016	41 767	41 143	41 638	41 498	41 875	42 591	42 437	42 437	42 394	42 952	42 831	42 708	693
.Divers-passifs	27 116	34 827	38 528	38 140	45 998	42 701	42 568	44 562	44 562	50 189	50 173	50 434	63 811	36 695
b/ Postes d'Actif														
.Disponibilités extérieures brutes	-134 801	-127 681	-101 350	-95 765	-103 034	-64 130	-42 083	-44 266	-44 266	-33 493	-37 702	-30 393	81 981	216 782
.Autres créances sur l'extérieur	33 282	33 112	33 066	33 276	33 151	33 462	34 071	33 629	33 629	33 128	33 886	33 776	33 999	717
.Créances sur l'Etat (net)	476 745	486 139	451 024	443 936	444 581	405 412	391 777	379 629	379 629	438 767	446 075	454 782	357 917	-118 829
.Divers-Actifs	10 966	11 745	13 206	12 882	13 074	11 597	11 348	11 318	11 318	11 040	11 345	11 315	11 772	806
II. Réserves obligatoires ⁽¹⁾	11 217	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-11 217
III. Concours du marché monétaire	199 146	199 021	180 600	199 913	199 913	192 413	198 358	181 560	181 560	160 016	164 143	160 300	159 500	0
.Appels d'offres positifs ou OPIL(2)	32 844	32 719	11 705	37 658	39 158	39 158	50 603	0	0	0	0	0	0	-32 844
.Pensions et autres	166 302	166 302	168 895	162 255	160 755	153 255	147 755	181 560	181 560	160 016	164 143	160 300	159 500	-6 802

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entraîné la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

(2) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVj : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire dans la CEMAC

(En millions de F CFA)

	2017	2018												Variation (1)
	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	septembre	octobre	Novembre	Décembre	décembre 18 - décembre 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	363 669	508 895	511 852	495 572	476 474	486 274	487 734	502 777	478 562	438 775	456 854	627 504	473 619	109 951
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	2 745 138	2 799 201	2 691 005	2 672 503	2 696 938	2 684 936	2 715 822	2 716 165	2 739 047	2 810 633	2 839 924	2 586 074	3 068 446	323 308
. Réserves flottantes :	1 502 926	1 712 058	1 767 486	1 834 376	1 681 277	1 676 363	1 671 290	1 670 211	1 688 204	1 690 003	1 613 009	1 641 948	1 913 315	410 389
- Comptes courants des Ets de crédit	1 502 871	1 712 002	1 767 431	1 834 321	1 681 221	1 676 308	1 671 235	1 670 156	1 688 149	1 689 948	1 612 954	1 641 893	1 913 259	410 389
- dépôts et placements Marché Monétaire	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	0
. Engagements extérieurs	164 646	163 934	168 560	168 832	165 195	160 218	160 099	160 052	160 303	159 863	160 918	159 708	163 097	-1 548
. FMI-Allocations de DTS	423 590	419 460	417 964	420 238	421 050	426 320	429 816	427 819	428 357	428 482	434 127	340 701	431 662	8 072
. Divers-passifs	-10 367	-1 348	-7 924	-31 280	-4 661	-22 130	-20 330	-15 381	-15 563	9 205	22 829	24 289	172 545	182 912
b/ Postes d'actif														
. Disponibilités extérieures brutes	2 163 553	2 421 699	2 348 196	2 358 179	2 094 243	2 129 361	2 153 525	2 180 841	2 245 661	2 308 033	2 266 854	1 973 956	3 064 346	900 793
. Autres créances sur l'extérieur	409 536	405 211	402 180	403 884	404 669	409 768	414 095	410 895	410 038	408 078	415 658	321 424	418 233	8 697
. Créances sur l'Etat (net)	1 818 966	1 686 937	1 699 235	1 729 410	1 910 802	1 836 164	1 807 897	1 792 611	1 794 638	1 881 538	1 870 733	1 773 926	1 724 886	-94 080
. Divers-Actifs	70 209	70 564	75 629	77 624	73 611	64 141	93 446	71 742	71 449	61 762	60 708	55 910	67 981	-2 228
II. Réserves obligatoires ⁽¹⁾	177 331	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
III. Concours du marché monétaire	478 821	447 431	449 960	434 628	415 549	426 119	431 623	447 416	423 240	384 651	411 749	458 700	434 997	-43 824
. Appels d'offres positifs ou OPIL(2)	306 669	275 279	274 715	266 023	248 444	266 486	248 253	213 332	213 445	201 085	205 165	208 412	237 912	-68 757
. Pensions et autres	172 152	172 152	175 245	168 605	167 105	159 633	183 370	234 084	209 795	183 566	206 584	250 288	197 085	24 933

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entraîné la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

(2) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVk : Évolution des avoirs officiels bruts en devises, du taux de couverture de la monnaie dans les pays de la Zone d'émission et de leur position en compte d'opérations auprès du Trésor français

		2017	2018											
		Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Avoirs officiels bruts en devises ^(a) (En millions de FCFA)	Cameroun	2 545 874	1 927 763	1 879 442	1 902 047	1 801 742	2 605 838	1 764 782	1 739 184	1 775 948	1 772 074	1 771 167	2 605 479	2 054 384
	Centrafrique	262 137	207 322	203 096	201 688	199 063	237 678	204 544	221 417	231 742	224 579	221 670	267 640	235 060
	Congo	1 279 299	191 063	177 588	160 012	148 306	1 206 844	156 939	155 152	226 009	206 873	219 453	1 284 832	264 020
	Gabon	1 229 863	553 344	550 305	485 544	507 214	1 204 225	480 356	523 351	570 835	537 281	550 341	1 260 033	791 578
	Guinée													
	Equatoriale	634 003	-8 285	-7 074	-77 566	-88 457	580 996	21 350	19 537	15 820	-24 331	-76 302	660 981	21 556
	Tchad	118 483	-68 284	-62 490	-69 884	-30 668	195 768	-10 637	-22 968	1 971	-366	-3 816	206 519	115 980
	Sces Centraux	638 156	658 139	657 713	655 698	687 753	700 488	613 670	602 041	632 564	629 503	594 167	619 423	453 281
		6 707 815	3 461 063	3 398 580	3 257 539	3 224 953	6 731 836	3 231 005	3 237 714	3 454 889	3 345 613	3 276 680	6 904 907	3 935 860
Taux de couverture de l'émission monétaire (en %) ^(b)	Cameroun	70,97	71,72	71,23	71,84	72,22	71,78	71,46	70,56	71,71	72,18	72,08	70,31	75,56
	Centrafrique	83,24	82,69	82,38	82,33	83,11	81,89	82,75	83,75	84,29	84,02	83,75	83,67	81,36
	Congo	27,57	23,64	22,39	20,71	19,52	18,83	20,09	19,71	26,73	25,14	26,58	27,69	32,45
	Gabon	58,84	58,31	58,12	55,19	56,61	57,31	56,45	58,55	60,14	58,84	59,46	60,97	70,39
	Guinée													
	Equatoriale	7,12	6,53	6,41	6,22	6,16	6,17	6,03	7,93	7,82	7,73	7,63	7,14	7,11
	Tchad	5,17	5,32	5,10	5,28	5,33	5,34	7,87	7,59	7,45	7,31	7,02	6,67	16,72
	CEMAC	57,51	58,01	57,46	56,40	57,23	57,19	56,15	55,98	58,35	58,04	57,07	58,06	61,31
Position des États en Compte d'Opérations (En millions de FCFA)	Cameroun	1 579 571	1 734 665	1 681 637	1 694 946	1 641 753	1 639 869	1 625 120	1 604 488	1 622 245	1 611 723	1 629 288	1 640 787	1 945 237
	Centrafrique	177 888	168 647	163 993	161 331	162 819	154 544	169 145	186 001	194 786	187 377	186 564	182 212	200 726
	Congo	138 338	107 627	94 088	76 941	66 878	64 064	75 176	74 126	141 284	122 567	135 089	141 974	182 407
	Gabon	383 667	389 954	384 697	321 746	350 407	356 615	325 318	368 465	410 136	376 125	391 518	409 531	638 948
	Guinée													
	Equatoriale	-50 809	-52 713	-50 631	-115 807	-129 155	-100 373	-24 559	-41 294	-43 082	-79 509	-130 290	-28 671	-32 342
	Tchad	-118 421	-97 436	-91 188	-98 304	-63 375	-41 791	-61 449	-71 049	-44 638	-44 902	-47 174	-37 412	74 426
	Sces Centraux	441 609	555 592	575 737	576 406	630 094	612 426	521 932	517 098	557 334	559 594	506 104	523 874	350 489
		2 551 843	2 806 336	2 758 332	2 617 258	2 659 421	2 685 353	2 630 682	2 637 835	2 838 065	2 732 975	2 671 099	2 832 295	3 359 889

(a) Les avoirs officiels bruts en devises comprennent le solde créditeur en Compte d'Opérations, les avoirs en devises, l'encaisse-or et les avoirs en DTS (Situation Comptable mensuelle de la BEAC).

(b) Rapport entre les avoirs officiels bruts en devises (y compris la souscription de la quote-part au FMI en devises) et le total des engagements à vue de la Banque Centrale (circulation fiduciaire, solde débiteur en Compte d'Opérations, comptes-courants et dépôts spéciaux des institutions financières et des Trésors Publics). Le minimum statutaire est de 20 %.

Tableau IVI : Situation comptable de la BEAC au 31 décembre 2018 (actif)

Postes ou lignes	Zone	Services Centraux	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad
DISPONIBILITES EXTERIEURES	3 425 462 236 065	361 116 425 682	1 968 781 187 604	204 031 825 595	185 349 191 391	649 637 150 992	-25 434 538 779	81 980 993 580
Avoirs Extérieurs à vue	3 391 074 346 403	361 116 425 682	1 946 553 311 077	201 738 167 824	183 264 858 957	642 336 008 310	-25 064 969 582	81 130 544 134
Billets Etrangers	22 089 800 672	1 532 482 821	1 316 610 652	1 012 413 875	857 873 683	3 388 303 072	7 277 281 614	6 704 834 955
Correspondants Hors Zone d'Emission	9 095 313 297	9 095 313 297	0	0	0	0	0	0
Trésor Français	3 359 889 232 434	350 488 629 564	1 945 236 700 425	200 725 753 949	182 406 985 274	638 947 705 238	-32 342 251 196	74 425 709 179
Compte d'Opérations	3 359 889 232 434	350 488 629 564	1 945 236 700 425	200 725 753 949	182 406 985 274	638 947 705 238	-32 342 251 196	74 425 709 179
Compte Spécial de Nivellement	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres avoirs extérieurs (SDM)	34 387 889 662	0	22 227 876 527	2 293 657 771	2 084 332 434	7 301 142 682	-369 569 197	850 449 446
Comptes Courants Chez Correspondants Etrangers	34 387 889 662	0	22 227 876 527	2 293 657 771	2 084 332 434	7 301 142 682	-369 569 197	850 449 446
Opérations sur le Marché Financier	0	0	0	0	0	0	0	0
ENCAISSE-OR	147 886 072 014	92 084 746 198	21 944 199 103	8 150 890 089	8 151 016 828	9 404 530 438	0	8 150 689 358
FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL	362 511 416 638	80 160 309	63 658 314 640	22 877 353 415	70 520 166 792	132 535 891 223	46 990 765 547	25 848 764 712
Quotes-Parts en Devises	196 523 929 471	0	51 490 284 413	20 052 305 054	30 118 232 680	38 926 224 409	30 167 416 711	25 769 466 204
Avoirs en D.T.S.	165 987 487 167	80 160 309	12 168 030 227	2 825 048 361	40 401 934 112	93 609 666 814	16 823 348 836	79 298 508
CREANCES SUR LES BANQUES	473 619 441 333	0	37 585 000 000	296 922 352	79 237 518 981	23 000 000 000	174 000 000 000	159 500 000 000
Concours du Marché Monétaire : Guichet A	432 085 000 001	0	37 585 000 000	0	38 000 000 001	23 000 000 000	174 000 000 000	159 500 000 000
Appels d'Offres	0	0	0	0	0	0	0	0
Pensions et Autres	432 085 000 001	0	37 585 000 000	0	38 000 000 001	23 000 000 000	174 000 000 000	159 500 000 000
Avances à Moyen Terme Irrévocables : Guichet B	41 534 441 332	0	0	296 922 352	41 237 518 980	0	0	0
Créances Impayées	0	0	0	0	0	0	0	0
CREANCES SUR LES TRESORS NATIONAUX	2 772 883 098 397	0	577 283 535 975	81 157 400 301	572 452 158 427	452 952 158 427	609 155 244 403	479 882 600 864
Avances en Comptes Courants (Art. 18)	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances Exceptionnelles	2 481 841 074	0	0	673 207 366	452 158 427	452 158 427	452 158 427	452 158 427
Crédits à l'Economie Consolidés sur l'Etat	2 770 401 257 323	0	577 283 535 975	80 484 192 935	572 000 000 000	452 500 000 000	608 703 085 976	479 430 442 437
CONTREPARTIE DES ALLOCATIONS DE DTS VERSEES AUX ETATS	177 483 388 471	0	109 645 742 202	34 772 694 268	0	0	0	33 064 952 001
VALEURS IMMOBILISEES	443 558 248 328	402 034 253 267	10 014 105 310	4 146 459 799	8 242 645 936	5 224 889 950	5 207 060 309	8 688 833 757
Immobilisations Financières	210 365 789 283	182 533 811 485	7 523 082 441	3 055 538 600	6 664 239 527	2 586 626 869	3 134 550 686	4 867 939 675
Créances sur le Personnel	45 729 328 220	17 966 656 300	7 491 682 854	3 051 082 425	6 654 185 181	2 586 414 669	3 134 550 686	4 844 756 105
Créances sur les Autres Banques Centrales	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de Participations	42 730 338 280	42 730 338 280	0	0	0	0	0	0
Autres Immobilisations Financières	121 906 122 783	121 836 816 905	31 399 587	4 456 175	10 054 346	212 200	0	23 183 570
Immobilisations Incorporelles	11 804 131 241	11 804 125 241	6 000	0	0	0	0	0
Immobilisations Corporelles	221 388 327 804	207 696 316 541	2 491 016 869	1 090 921 199	1 578 406 409	2 638 263 081	2 072 509 623	3 820 894 082
Autres immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0
AUTRES ACTIFS	39 236 649 662	39 236 649 662	0	0	0	0	0	0
DEBITEURS DIVERS	29 855 750 331	3 398 685 677	7 436 917 097	3 203 141 524	2 864 952 653	6 514 765 061	3 354 332 551	3 082 955 768
Avances Diverses au Personnel	2 406 715 704	2 025 734 065	97 250 011	17 569 549	50 207 140	67 165 126	42 840 063	105 949 750
Autres Débiteurs Divers	819 549 083	-137 310 874	0	0	4 263 870	956 432 561	-3 836 474	0
Comptes de Régularisations - Actif	26 629 485 544	1 510 262 486	7 339 667 086	3 185 571 975	2 810 481 643	5 491 167 374	3 315 328 962	2 977 006 018
TOTAL DE L'ACTIF	7 872 496 301 239	897 950 920 795	2 796 349 001 931	358 636 687 343	926 817 651 008	1 279 269 386 091	813 272 864 031	800 199 790 040
TOTAL ACTIF ANNEE PRECEDENTE	7 313 949 941 941	1 058 884 205 750	2 593 580 669 355	348 180 328 943	904 472 201 582	1 074 740 447 217	700 433 189 925	633 658 899 169

Tableau IVm : Situation comptable de la BEAC au 31 décembre 2018 (passif)

Postes ou lignes	Zone	Services Centraux	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad
BILLETS ET PIÈCES EN CIRCULATION	3 068 446 044 959	0	1 250 722 112 480	193 579 115 321	494 622 902 350	481 173 558 634	197 758 305 069	450 590 051 105
TRESORS ET COMPTABLES PUBLICS NATIONAUX	1 226 153 964 984	673 265 405	538 319 441 164	38 103 731 320	61 498 914 803	276 408 989 070	156 118 642 933	155 030 980 289
Comptes courants	694 052 752 249	0	118 645 531 118	32 379 234 282	56 846 553 323	263 791 614 801	70 936 821 793	151 452 996 932
Fonds de Stabilisation des Recettes Budgétaires	3 609 481 866	0	0	0	1 130 839 180	694 113 131	1 784 529 555	0
Fonds de Réserves Pour Générations Futures	54 488 850 843	0	0	0	92 518 404	8 069 625 345	46 326 707 094	0
Dépôts spéciaux	474 002 880 026	673 265 405	419 673 910 046	5 724 497 038	3 429 003 896	3 853 635 793	37 070 584 491	3 577 983 357
BANQUES ET INSTITUTIONS FINANCIERES	1 931 511 460 106	0	809 020 585 048	54 068 779 794	242 749 147 249	363 282 382 769	375 299 206 978	87 091 358 268
Banques et Institutions Etrangères	163 097 225 112	0	52 289 886 995	20 780 069 032	14 210 637 137	25 733 641 894	25 248 734 595	24 834 255 459
Banques et Institutions Financières de la Zone	1 768 414 234 994	0	756 730 698 053	33 288 710 762	228 538 510 112	337 548 740 875	350 050 472 383	62 257 102 809
Comptes courants	1 768 358 813 366	0	756 730 698 053	33 288 710 762	228 483 088 484	337 548 740 875	350 050 472 383	62 257 102 809
Dépôts et placements sur marché monétaire	55 421 628	0	0	0	55 421 628	0	0	0
Comptes de Réserves Obligatoires	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres Comptes des Etablissements de Crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
AUTRES COMPTES COURANTS	193 097 919 956	48 197 472 009	120 802 805 625	3 179 508 073	14 754 607 484	3 728 966 785	1 466 351 607	968 208 373
FMI : ALLOCATION DES D.T.S.	431 661 693 755	0	141 191 216 599	42 507 903 670	63 471 184 177	116 860 494 219	24 922 507 805	42 708 387 285
EMPRUNTS ET DETTES A LONG ET MOYEN TERME	16 367 704 912	16 367 704 912	0	0	0	0	0	0
AUTRES PASSIFS	0	0	0	0	0	0	0	0
PROVISIONS	43 635 588 624	43 635 588 624	0	0	0	0	0	0
REPORT A NOUVEAU	-203 984 086 284	-203 984 086 284	0	0	0	0	0	0
RESERVES	786 882 683 535	880 696 372 054	-114 924 576 617	22 985 344 048	-3 219 936 312	-5 203 062 922	-1 911 356 753	8 459 900 037
CAPITAL ET PRIME D'AUGMENTATION	91 507 313 350	91 507 313 350	0	0	0	0	0	0
CREDITEURS DIVERS	57 724 480 758	55 986 724 460	367 800 588	151 018 175	113 707 463	774 382 437	171 837 867	159 009 768
TRANSFERTS NON DENOUES	15 248 505 921	2 503 496 119	7 945 884 650	0	0	4 799 125 152	0	0
COMPTES DE REGULARISATIONS - PASSIF	199 842 845 781	3 966 176 275	40 402 480 071	5 760 299 183	41 326 424 451	31 614 565 246	43 203 030 982	33 569 869 573
COMPTE DE RESULTAT	14 400 180 882	-41 599 106 129	2 501 252 323	-1 699 012 241	11 500 699 343	5 829 984 701	16 244 337 543	21 622 025 342
TOTAL DU PASSIF	7 872 496 301 239	897 950 920 795	2 796 349 001 931	358 636 687 343	926 817 651 008	1 279 269 386 091	813 272 864 031	800 199 790 040
TOTAL PASSIF ANNEE PRECEDENTE	7 313 949 941 941	1 058 884 205 750	2 593 580 669 355	348 180 328 943	904 472 201 582	1 074 740 447 217	700 433 189 925	633 658 899 169
Taux de couverture extérieure	61,31%		75,56%	81,36%	32,45%	70,39%	7,11%	16,72%
Taux de couverture extérieure du mois antérieur	58,06%		70,31%	83,67%	27,69%	60,97%	7,14%	6,67%

Tableau IVn : Situation des crédits consolidés sur les États au 31 décembre 2018

(Situation de fin de période - en millions de F.CFA)

Etats	Encours et impayés sur anciens crédits consolidés	Encours et impayés sur avances exceptionnelles ⁽²⁾	Total
Cameroun	576 898	0	576 898
Centrafrique	80 484	642	81 126
Congo	572 000	432	572 432
Gabon	452 500	432	452 932
Guinée Equatoriale	608 703	432	609 135
Tchad	479 430	432	479 862
Total	2 770 016	2 370	2 772 386

- (1) Les crédits consolidés représentent l'ensemble des engagements des états vis-à-vis de la BEAC à l'exception des avances pour la contribution au budget du Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale (GABAC) qui ont été consolidées au 31 décembre 2017. Suivant les résolutions n°1 du Comité Ministériel du 04 août 2017 et du Conseil d'Administration du 05 août 2017, les avances statutaires sont désormais proscrites
- (2) Composés uniquement des avances exceptionnelles au GABAC

Tableau Vo : Situation monétaire résumée de la CEMAC (période sous revue)

Données consolidées de la BEAC, des banques créatrices de monnaie (BCM) et des Autres Institutions Bancaires Eligibles au refinancement de la BEAC (AIBE)

(Montants en millions de Francs CFA)

Rubriques	Cameroun		Centrafrique		Congo		Gabon		Guinée Equatoriale		Tchad		Sces Centraux		CEMAC	
	décembre		décembre		décembre		décembre		décembre		décembre		décembre		décembre	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
I- Contreparties des ressources du système monétaire																
1- Avoirs extérieurs nets	1 970 136	2 072 695	103 679	80 746	213 274	242 828	549 883	601 485	74 647	98 791	-299 355	-198 166	619 556	432 454	2 322 317	2 511 209
BEAC	1 321 854	1 477 233	74 031	53 004	180 207	203 358	307 236	419 724	-55 195	-29 926	-257 046	-133 571	619 556	432 454	2 129 742	2 381 038
Banques (BCM et AIBE)	648 282	595 462	29 648	27 742	33 067	39 470	242 647	181 761	129 842	128 717	-42 309	-64 595	0	0	192 575	130 171
2- Crédit Intérieur (a+b)	3 185 250	3 882 083	267 887	323 004	1 805 752	1 753 528	1 712 887	1 975 405	1 504 803	1 514 249	1 138 866	1 150 409	120 829	119 327	10 541 523	11 444 585
a- Créances nettes sur l'Etat	136 771	465 152	134 195	166 637	595 369	617 806	592 336	804 939	338 399	326 381	519 563	525 829	-673	-673	2 748 417	3 342 015
dont Position Nette du Gouvernement	195 857	508 342	139 510	172 464	599 929	616 768	658 963	845 068	428 725	365 390	545 130	555 676	-673	-673	3 000 576	3 499 667
b- Créances sur l'économie	3 048 479	3 416 931	133 692	156 367	1 210 383	1 135 722	1 120 551	1 170 466	1 166 404	1 187 868	619 303	624 580	121 503	120 000	7 793 107	8 102 570
Court terme	1 847 974	2 052 469	72 025	88 244	588 525	594 868	638 444	603 112	983 428	1 027 066	472 493	438 039	0	0	4 715 990	4 923 331
Moyen terme	1 103 338	1 270 049	50 260	56 903	597 811	520 950	456 783	546 389	157 631	140 340	128 103	163 494	121 503	120 000	2 873 428	2 982 980
Long terme	97 167	94 413	11 407	11 220	24 047	19 904	25 324	20 965	25 345	20 462	18 707	23 047	0	0	203 689	196 259
TOTAL DES CONTREPARTIES	5 155 386	5 954 778	371 566	403 750	2 019 026	1 996 356	2 262 770	2 576 890	1 579 450	1 613 040	839 511	952 243	740 386	551 781	12 863 841	13 955 794
II- Ressources du système monétaire																
1- Masse monétaire (M2) = a + b + c	4 398 831	5 043 141	307 415	354 569	1 766 140	1 695 181	2 004 845	2 311 909	1 193 396	1 161 897	895 789	877 858	0	0	10 602 896	11 486 103
a- Monnaie fiduciaire	969 478	1 056 279	161 985	183 370	470 266	444 590	329 032	387 465	164 747	161 608	340 092	343 137	0	0	2 435 542	2 576 449
b- Monnaie scripturale	1 895 346	2 179 853	85 274	108 908	986 821	973 066	979 038	1 138 762	762 046	733 173	458 528	436 299	0	0	5 194 313	5 602 788
c- Quasi-monnaie	1 534 007	1 807 009	60 156	62 291	309 053	277 525	696 775	785 682	266 603	267 116	97 169	98 422	0	0	2 973 041	3 306 866
2- Autres postes nets	756 555	911 637	64 151	49 181	252 886	301 175	257 925	264 981	386 054	451 143	-56 278	74 385	740 386	551 781	2 260 945	2 469 691
TOTAL DES RESSOURCES	5 155 386	5 954 778	371 566	403 750	2 019 026	1 996 356	2 262 770	2 576 890	1 579 450	1 613 040	839 511	952 243	740 386	551 781	12 863 841	13 955 794

Annexes

Annexe 1 : Lexique des termes monétaires et financiers

Accord de classement : autorisation préalable délivrée par la Banque Centrale sur certains dossiers de crédit qui lui sont présentés par les établissements de crédit. Les dossiers ayant fait l'objet d'un accord de classement peuvent être mobilisés ultérieurement dans le cadre des opérations de refinancement du marché monétaire.

Adjudication à taux variables : La technique d'adjudication utilisée désormais par la BEAC est dite " **à taux variables** ", s'agissant notamment de l'opération principale d'injection de liquidité. Elle est caractérisée par la vente (ou achat) aux enchères des liquidités dont le montant est connu à l'avance. Contrairement aux appels d'offres à taux fixe¹ pratiqués antérieurement dans la limite des objectifs de refinancement nationaux, l'adjudication à taux multiples présente particulièrement l'avantage d'inciter les établissements de crédit à dynamiser la gestion de leur trésorerie. Étant donné que le volume proposé hebdomadairement tous les mardis est révisable d'une semaine à l'autre, elle est donc plus exigeante en matière de prévisions de liquidité. En rendant les établissements de crédit plus sensibles aux orientations de la politique monétaire de la Banque Centrale, cette approche devrait contribuer au développement du marché interbancaire et à réduire le niveau de liquidité bancaire actuellement globalement élevé.

Appel d'offres : procédure par laquelle la BEAC entre en contact avec les établissements de crédit admis au compartiment des interventions de la Banque Centrale sur le marché monétaire pour requérir leurs soumissions d'achat ou de vente de monnaie centrale. À l'annonce d'un appel d'offres, dont le communiqué est relayé dans chaque pays par la Direction Nationale de la BEAC, les établissements de crédit sont invités à présenter au maximum cinq (5) offres, assorties chacune d'un taux d'intérêt différent. Après réception de toutes les soumissions effectuées par les établissements intéressés, la BEAC en établit une liste unique sur laquelle elles sont classées par ordre décroissant des taux d'intérêt offerts. Les offres présentant les taux d'intérêt les plus élevés sont satisfaites en priorité et celles à taux d'intérêt plus faibles sont successivement acceptées jusqu'à épuisement du montant total de liquidité à adjuger.

Appel d'offres à taux fixe : procédure d'appel d'offres dans laquelle la BEAC annonce à l'avance le taux d'intérêt ou le prix et où les contreparties participantes soumissionnent le montant pour lequel elles souhaitent être servies à ce taux d'intérêt ou prix.

Appel d'offres à taux variable : procédure d'appels d'offres dans laquelle les soumissions concurrentes des contreparties participantes portent à la fois sur le montant qu'elles souhaitent obtenir et sur le taux d'intérêt ou le prix auquel elles veulent conclure des opérations avec la Banque Centrale, et dans laquelle les offres les plus compétitives sont servies en premier jusqu'à ce que soit atteint le montant total de l'offres.

Appel d'offres normal : procédure d'appel d'offres utilisée dans le cadre des opérations d'open market régulières et exécutée dans un délai de 48 heures entre l'annonce de l'appel d'offres et la notification du résultat de l'adjudication ;

¹ La technique est de satisfaire les offres retenues à un taux unique.

Appel d'offres rapide : procédure d'appel d'offres utilisée pour les opérations ponctuelles de réglage, lorsqu'une action rapide sur la situation de liquidité du marché est jugée souhaitable, exécutée dans un délai de 24 heures entre l'annonce de l'appel d'offres et la notification du résultat de l'adjudication ;

Avance intra-journalière : facilité de prêt subordonnée à l'apport préalable de collatéral, octroyée par la BEAC aux participants directs aux échanges sur le Système de Gros Montants Automatisés (SYGMA) dans la CEMAC, afin de leur permettre de faire face à un besoin ponctuel de trésorerie au cours de la journée d'échange.

Collatéral : ensemble des actifs financiers négociables et non négociables éligibles comme garantie des opérations du marché monétaire.

Compartiment des interventions de la BEAC : segment du marché monétaire utilisé par la Banque Centrale pour mettre en œuvre sa politique monétaire à travers des injections et des ponctions de liquidité.

Compartiment interbancaire : segment du marché monétaire réservé aux transactions relatives aux échanges de liquidité et de titres entre les établissements de crédit.

Décote : réduction, en pourcentage, de la valeur du marché d'un actif utilisé en tant que garantie d'opérations de refinancement de la BEAC.

Contreparties de la masse monétaire : créances à l'origine de la création monétaire au profit des secteurs non financiers. Il en existe trois catégories : les avoirs extérieurs nets, les créances nettes sur l'État et les crédits à l'économie.

Crédits à moyen terme irrévocables : crédits bancaires pour lesquels la Banque Centrale a marqué son accord de mobilisation et ne peut revenir sur les conditions (durée, taux...). Ces crédits sont mobilisables sur le Guichet B du marché monétaire de la BEAC. Ils sont destinés au financement d'investissements productifs de durée comprise entre 2 et 7 ans.

Droit de Tirage Spécial (DTS) : unité de compte et instrument de réserve internationale créé en 1969 par le Fonds Monétaire International (FMI). Le DTS est alloué aux États membres du FMI en complément des avoirs de réserve existants. Il est calculé chaque jour à partir de cinq monnaies (Dollar, Euro, Yen, Livre Sterling et Renminbi ou Yuan chinois) pondérées selon leur importance dans le commerce et les paiements internationaux.

Facteurs de la liquidité bancaire : phénomènes ou événements qui améliorent ou réduisent le volume de monnaie centrale dont disposent les banques. Ces facteurs peuvent être autonomes ou résulter de l'action spécifique de l'Institut d'Émission (ex : les réserves obligatoires). Les facteurs autonomes qui influent sur la liquidité des banques sont constitués généralement par les opérations de retrait de billets de la clientèle, des opérations avec l'État et des opérations avec l'étranger.

Faculté d'avances : montant maximum de refinancement que la BEAC peut accorder à un établissement de crédit sur la base des effets publics et privés déposés en garantie à ses guichets. La décision du CPM N°04/CPM/2013 du 31 août 2013 précise les actifs financiers admissibles en garantie des opérations de refinancement de la BEAC. La décision

N°05/CPM/2013 du 31 août 2013 fixe les décotes applicables à ces actifs financiers. La décision N°02/CPM/2018 du 21 mars 2018 fixe les décotes applicables sur les titres publics.

Facilité de prêt marginal : avance à 24 heures qui s'effectue sous forme de prise en pension ou de prêt garanti par les actifs éligibles, suivant la procédure bilatérale.

Facilité de dépôt : placement à 24 heures qui s'effectue sous forme de dépôt à blanc à la Banque Centrale, suivant la procédure bilatérale.

Fédéral Funds rate : c'est le taux du marché interbancaire aux États-Unis, c'est-à-dire le taux auquel les principales banques américaines négocient entre elles leurs réserves libres (excédents de réserves obligatoires auprès de la Reserve Federal). Les "Fonds Fédéraux" sont d'abord les fonds déposés par les banques américaines auprès de la Federal Reserve (Banque Centrale des États-Unis). Par extension, le vocable a été repris pour définir les fonds que les banques s'échangent entre elles quotidiennement sur le marché interbancaire.

Fixing : cotation officielle de certaines devises à une heure déterminée sur certaines places financières après compensation des offres et des demandes.

Liquidité banque centrale : quantité de monnaie émise par la Banque Centrale et qui est à la disposition du système bancaire. Cette monnaie se matérialise par les avoirs en compte du système bancaire auprès de l'Institut d'Émission.

Liquidité bancaire : Capacité pour une banque à faire face à ses obligations de trésorerie suivant leur échéance.

Marché financier : lieu de rencontre entre demandeurs et offreurs de capitaux à moyen et long terme, sous forme de valeurs mobilières. Il comprend un marché primaire, qui concerne l'émission de nouvelles actions et obligations, et un marché secondaire, portant sur les échanges de titres déjà émis.

Marché monétaire : lieu où les institutions et sociétés financières et non financières de la CEMAC échangent et placent des liquidités à court et moyen terme.

Mobilisable : caractère de ce qui peut être transformé en monnaie.

Nantissement : contrat par lequel une contrepartie affecte des actifs financiers, présents ou futurs, en garantie des concours reçus de la Banque Centrale sur le compartiment des interventions de celle-ci.

Objectifs implicites (de la politique monétaire) : objectif que s'assigne la Banque Centrale mais qui n'est pas déclaré ou rendu public.

Objectifs explicites (de la politique monétaire) : objectif de politique monétaire annoncé à l'avance au public.

Opération de cession temporaire : opération par laquelle la Banque Centrale achète ou vend des titres dans le cadre d'une pension ou accorde des prêts adossés à des garanties.

Opération d'open market : opération réalisée à l'initiative de la BEAC sur le marché monétaire, sous forme de cession temporaire, de retrait de liquidité à blanc, d'achat/vente ferme des titres ou d'émission de bons BEAC.

Opération ferme : instrument par lequel la Banque centrale achète ou vend des actifs négociables éligibles de façon ferme sur le marché, sans rétrocession de propriété.

Reprise de liquidité en blanc : instrument par lequel la BEAC invite des contreparties à placer des dépôts à terme sur des comptes ouverts dans ses livres, afin de retirer des liquidités du marché.

Pension-livrée : opération par laquelle une contrepartie cède à une autre de manière temporaire, en pleine propriété, des effets et titres de créances, contre des liquidités, les deux parties s'engageant respectivement et irrévocablement, le cédant à reprendre les effets et titres cédés, et le cessionnaire à les rétrocéder à un prix et à une date convenue.

Procédure bilatérale : procédure par laquelle la BEAC effectue des opérations directement avec une ou plusieurs contreparties sans mise en concurrence par appel d'offres.

Programmation monétaire : technique moderne de prévision permettant de projeter les évolutions des principaux agrégats macroéconomiques et de diagnostiquer les vulnérabilités d'un environnement économique à partir d'un cadre macro-économique intégré et cohérent.

Ratio Cooke (ou ratio de solvabilité) : rapport entre les fonds propres d'une banque et les risques encourus. Dans les États de la CEMAC, ce ratio doit être supérieur à 8 %.

Refinancement : opération par laquelle les institutions financières se procurent des liquidités, d'une durée souvent courte pour faire face à leurs différents engagements. Cette opération est en partie assurée par la Banque Centrale qui intervient en prenant en garantie des actifs financiers détenus par ces institutions financières contre remise de liquidités.

Swap (de trésorerie) ou "crédits croisés" : opération d'échange de trésorerie qui s'effectue de gré à gré entre deux parties. Au moins l'une des séries des flux financiers est calculée en fonction de l'évolution d'un indicateur financier (taux d'intérêt, taux de change, prix d'une action, ...).

Taux de change nominal : prix dans une monnaie étrangère d'une unité de monnaie nationale.

Taux de change effectif : somme pondérée des taux de change avec les différents partenaires commerciaux et concurrents. La pondération correspond à l'importance de chaque partenaire en part dans les importations et les exportations des biens et services.

Taux directeur : principal taux d'intervention d'une Banque Centrale et dont la modification doit servir de signal aux opérateurs économiques sur les orientations de la politique monétaire.

Taux de base bancaire : c'est le taux d'intérêt qui sert de référence pour les crédits accordés par les banques à leur clientèle. Il est spécifique à chaque banque, même lorsque la concurrence fait en sorte que les principaux établissements de crédit s'alignent entre eux.

Taux de pénalité : taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale aux banques primaires en cas de manquement à la réglementation bancaire, aux règles de distribution du crédit et aux impayés résultant des opérations du marché monétaire ou dans l'hypothèse d'un défaut de papier éligible.

Taux d'Intérêt des Appels d'offres (TIAO) : taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations principales d'injection de liquidité organisées par la BEAC. Il est fixé en tenant compte de la conjoncture, tant interne qu'externe. Il constitue le principal taux directeur de la BEAC.

Taux d'Intérêt sur Placements Publics (TISPP) : taux de rémunération des dépôts publics par la BEAC. Il se subdivise comme ci-après :

- Taux d'intérêt Sur placements publics au titre des fonds de réserve pour les Générations Futures (TISPP₀) ;
- Taux d'intérêt sur placements publics au titre du mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires (TISPP₁) ;
- Taux d'intérêt sur placements publics au titre des dépôts spéciaux (TISPP₂).

Taux Interbancaire Moyen Pondéré (TIMP) : c'est le taux d'intérêt moyen (pondéré par le volume des transactions réalisées) pratiqué par les banques sur le marché interbancaire de la CEMAC. Il est calculé par la Banque Centrale selon les diverses échéances (au jour le jour, un mois, deux mois, ...) et communiqué régulièrement aux différents participants du marché interbancaire.

Annexe 2 : Chronologie des principaux événements marquants, mesures récentes de politique monétaire de la BEAC

11 janvier 2008 : le Comité de Politique Monétaire de la Banque des États de l'Afrique Centrale s'est réuni en séance inaugurale à Yaoundé, sous la présidence de Monsieur Philibert ANDZEMBE, Gouverneur de la BEAC, son Président statutaire.

20 mars 2008 : le Comité de Politique Monétaire, lors de sa première réunion ordinaire, approuve le schéma transitoire du mécanisme d'émission des titres publics émis par adjudication dans la CEMAC, ainsi que son chronogramme de mise en œuvre, avec comme objectif, le lancement des adjudications des valeurs du Trésor en 2009.

2 juillet 2008 : le Comité de Politique Monétaire décide de l'abandon de la règle de discrimination du taux d'intérêt servi sur les dépôts spéciaux suivant la position de l'État au compte d'avances statutaires. Il a également décidé du réaménagement de la composition des groupes assujettis à la constitution des réserves obligatoires, au regard des niveaux respectifs de liquidité des pays. Par ailleurs, le Comité de Politique Monétaire approuve le Projet de Règlement CEMAC sur les titres publics émis par adjudication et autorise le Gouverneur à le transmettre au Conseil d'Administration de la BEAC (pour avis conforme) et au Comité Ministériel de l'UMAC (pour adoption définitive).

Enfin, le Comité de Politique Monétaire examine les recommandations du séminaire sur le développement du secteur financier dans la CEMAC qui s'est tenu à Yaoundé les 3 et 4 juin 2008 avec le FMI et la Banque Mondiale et a décidé, s'agissant des conditions de banque, de la suppression du Taux Débiteur Maximum (TDM).

3 juillet 2008 : le Conseil d'Administration délivre son avis conforme pour l'adoption par le Comité Ministériel du Règlement CEMAC sur l'émission des titres publics suite à son approbation par le Comité de Politique Monétaire.

6 août 2008 : le Comité Ministériel adopte définitivement le règlement CEMAC relatif à l'émission des titres publics émis par adjudication.

27 février 2009 : le Comité de Politique Monétaire approuve les cinq projets de textes réglementaires et conventionnels suivants portant réglementation, organisation et fonctionnement du mécanisme d'émission des titres publics émis par adjudication :

- la Convention relative à l'organisation des adjudications des Valeurs du Trésor ;
- la Convention relative à la participation des Spécialistes en Valeurs du Trésor aux adjudications des titres publics émis par adjudication ;
- le Cahier des charges des Spécialistes en Valeurs du Trésor ;
- le Règlement Général de la Cellule de Règlement et de Conservation des Titres (CRCT) ;
- la Convention-cadre de pension livrée.

29 juin 2009 : le Comité de Politique Monétaire examine les modalités pratiques de mise en œuvre du projet d'émission des titres publics émis par adjudication et a décidé de :

- geler les plafonds d'avances de la Banque Centrale aux Trésors nationaux dès le démarrage des émissions des titres publics prévu au cours du second semestre 2009 ;
- adopter le principe de la réduction des plafonds d'avances par cinquième chaque année ;

- proposer au choix de chaque État de rembourser les utilisations au-delà du plafond d'avances réajusté, soit une seule fois, soit par consolidation sur un an maximum, au TIAO et à échéances trimestrielles.

En application de ces décisions, les plafonds d'avances statutaires des Trésors Nationaux, gelés depuis le mois de juin 2009, ont été réduits de 1/5^{ème} soit 20%, depuis le 1^{er} janvier 2011.

16 décembre 2011 : le Comité de Politique Monétaire décide de :

- geler les plafonds d'avances de la Banque Centrale aux Trésors Nationaux à leur niveau constaté au 31 décembre 2010 ;
- adopter le principe de la réduction des plafonds d'avances statutaires par dixième chaque année à compter du 31 décembre 2012.

22 mars 2013 : le Comité de Politique Monétaire fixe la limite des créances de la banque centrale adossées à des effets et valeurs émis ou garantis par le Trésor publics, les collectivités locales ou tout autre organisme public de chacun des États membres de la CEMAC, telle que prévue par les Statuts de la Banque. Cette limite est de 35 % des recettes budgétaires ordinaires fongibles d'origine nationale constatées au cours de l'exercice écoulé.

18 décembre 2014 : le Comité de Politique Monétaire après avoir examiné l'impact de la baisse brutale des cours de pétrole sur le cadre macroéconomique, et sans préjudice du principe d'extinction des avances statutaires aux États, a décidé de maintenir, à titre exceptionnel et provisoire en 2015, les plafonds d'avances à leur niveau atteint au 31 décembre 2013.

7 octobre 2015 : le Conseil d'Administration de la BEAC, réuni en session extraordinaire, établit les plafonds d'avances statutaires de l'exercice 2015 à 20% des recettes budgétaires de l'exercice 2014, excepté pour la RCA dont le montant du plafond est adossé sur les recettes budgétaires de l'exercice 2008.

28 septembre 2015 : le Conseil d'Administration de la BEAC, réuni en session ordinaire, a autorisé le Gouvernement de la Banque Centrale à procéder à l'octroi d'une avance exceptionnelle à la République du Tchad, limitée au maximum à 50 % des plafonds d'avances révisés arrêtés pour l'exercice 2015 (sur la base des recettes budgétaires de 2014), dans la mesure où ce pays est sous-programme avec le FMI. Par ailleurs, tout autre pays ayant conclu un accord avec le FMI, au cours des exercices 2015 et 2016, qui ferait une demande d'avance exceptionnelle, en bénéficierait après accord préalable du Conseil d'administration.

15 juin 2016 :

- le Comité de Politique Monétaire modifie le dispositif de gestion des réserves obligatoires dans la CEMAC. Cette réforme offre une plus grande flexibilité dans la gestion de la liquidité bancaire par la BEAC et uniformise les coefficients des réserves obligatoires, avec des seuils de constitution n'affectant pas les établissements de crédit collectant un volume faible de dépôts. Par ailleurs, elle élargit les éléments de l'assiette des réserves obligatoires à l'ensemble des éléments du passif des assujettis, notamment les titres de créances négociables (TCN) ;

- le Comité de Politique Monétaire a redéfini les règles, instruments et modalités d'intervention de la BEAC sur le marché monétaire. La BEAC interviendra sur le marché par voie d'appels d'offres et de procédures bilatérales. Les opérations initiées dans le cadre de ses interventions sont irrévocables dès leur mise en place. Les instruments utilisés au titre de

ces interventions comprendront désormais : les opérations d'open market (opérations principales d'injection de liquidité, opérations d'injection de liquidité de maturité longue, opération ponctuelle de réglage fin, opérations structurelles), les facilités permanentes, les avances intra journalières et les opérations du guichet spécial de refinancement.

22 mai 2017 :

- le Comité de Politique Monétaire, réuni en session extraordinaire, adopte les mesures de politique monétaire ci-après :
 1. réduction de 20 % des objectifs de refinancement de la Guinée Équatoriale et du Tchad (pays dont la position en Compte d'Opérations est débitrice), pour les ramener respectivement à 192 milliards et 240 milliards ;
 2. réduction automatique de 10 % de l'objectif de refinancement de tout pays dont la position en Compte d'Opérations sera créditrice mais dont le ratio solde en Compte d'Opérations sur la circulation fiduciaire sera inférieur au seuil minimal de 15 % ;
 3. réduction complémentaire de 10 % de tout pays dont la position créditrice en Compte d'Opérations deviendra débitrice après qu'il ait subi une première réduction de 10 % de son objectif de refinancement sur la base du ratio solde en Compte d'Opérations sur la circulation fiduciaire.
- le Comité de Politique Monétaire autorise le Gouvernement de la BEAC à apporter de la liquidité d'urgence aux banques en difficulté exerçant au Tchad, en attendant la mise en place du dispositif global dédié.

11 juillet 2017 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, adopte la définition ci-après du seuil cible dans le cadre de la structuration des réserves de change « ***le seuil cible des réserves de change est le niveau des réserves requis pour couvrir 3 mois d'importations des biens et services, ainsi que 3 mois de la dette extérieure*** ».

2 novembre 2017 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, modifie le mode de constitution des réserves obligatoires par les établissements de crédit auprès de la BEAC, en instituant la constitution en moyenne.

19 décembre 2017 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, adopte la décision portant sur le cadre général du nouveau dispositif d'apport de liquidité d'urgence, pour permettre aux établissements de crédit de la CEMAC, jugés solvables, de faire face aux tensions temporaires de liquidité pouvant affecter la stabilité financière.

21 mars 2018 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, décide de :

- abandonner la norme limitant les créances de la BEAC adossées à des effets et valeurs émis ou garantis par les Trésors publics à 35 % des recettes budgétaires de l'exercice écoulé ;
- fixer les nouvelles décotes applicables aux effets publics admissibles en garantie des opérations de politique monétaire de la BEAC ;
- supprimer la tranche d'exonération des réserves obligatoires et d'appliquer des coefficients uniformes ;

- fixer, à partir de la période de constitution des réserves obligatoires du mois d'avril 2018, les coefficients à appliquer sur les exigibilités à vue et à terme à 7,00% et 4,50% respectivement ;
- abandonner les objectifs nationaux de refinancement au profit d'une **limite sous-régionale d'intervention** de la Banque Centrale, pour consacrer l'unicité de la politique monétaire. Cette donnée ne sera plus communiquée au public mais sera un outil interne de pilotage des interventions de la Banque Centrale.

25 juillet 2018 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire à N'Djamena, République du Tchad, décide, en vue du pilotage du taux d'intérêt interbancaire moyen pondéré (TIMP) des opérations à 7 jours, de mettre en place un corridor autour du TIAO, composé :

- d'une facilité de prêt marginal à un taux de 4,70%, en remplacement du taux d'intérêt des prises en pension (TIPP) ;
- d'une facilité de dépôt à un taux de 0,0%, en remplacement du taux d'intérêt sur placement à 7 jours (TISP).

31 octobre 2018 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en séance ordinaire du 31 octobre 2018 à Yaoundé, au regard des perspectives macroéconomiques favorables de la sous-région et en appui à sa soutenabilité extérieure, décide de :

- relever le taux d'intérêt des appels d'offres de 2,95% à 3,50% ;
- porter le taux de facilité de prêt marginal du taux de 4,70% à 5,25% ;
- maintenir inchangé le taux de facilité de dépôt ;
- relever le taux de pénalité aux banques de 7,00% à 7,55% ;
- maintenir inchangés les coefficients des réserves obligatoires.

Annexe 3 : Décision du Comité de Politique Monétaire

BANQUE DES ETATS
DE
L'AFRIQUE CENTRALE

COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE

Séance du 18 décembre 2018

**DECISION DU COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE
N° 16/CPM/2018**

Le Comité de Politique Monétaire de la Banque des États de l'Afrique Centrale, réuni en sa session ordinaire le 18 décembre 2018 à Yaoundé, République du Cameroun, après avoir pris connaissance du fonctionnement du marché monétaire depuis le démarrage des appels d'offres régionaux à taux multiples, décide de relever :

- ✓ le taux de la facilité de prêt marginal de 5,25 % à 6,00 % ;
- ✓ le taux de pénalité appliqué aux établissements de crédit pour les porter de 7,55 % à 8,30 %.

Cette décision prend effet à compter du 21 décembre 2018.

Le Président du Comité de Politique Monétaire,


ABBAS MAHAMAT TOLLI

Décision du CPM du 18 décembre 2018

**DOCUMENT RÉALISÉ PAR LA BANQUE DES
ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE**

“ B.E.A.C. ”

**SERVICES CENTRAUX
BP 1917 YAOUNDÉ - CAMEROUN**

**DIRECTION DE LA STABILITÉ FINANCIÈRE, DES
ACTIVITÉS BANCAIRES ET DU FINANCEMENT DES
ÉCONOMIES**

**TEL : (237) 222 23 46 95 – 222 23 46 96
FAX : (237) 222 23 46 93 – (237) 222 22 78 03
E-MAIL : Reporting-SCX_MM@beac.int**

**BIEN VOULOIR NOUS FAIRE PARVENIR VOS
OBSERVATIONS ET VOS COMMENTAIRES A
L'ADRESSE CI-DESSUS**